LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

www.monde-libertaire.fr ISSN 0026-9433

du 7 au 13 avril 2011 N° 1630

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

Non, Nicolas la Commune n'est pas morte

M 02137 - 1630 - F: 2,50 €

Éditorial

Le 26 mars dernier, à Londres, lors d'une manifestation d'ampleur contre la politique d'austérité proposée et bientôt imposée par le gouvernement anglais, un Black Bloc de plus de 600 personnes a remporté une belle victoire sur la flicaille en traversant un de ses barrages pour montrer aux richards et aux politicards du quartier Mayfair qu'ils ne pourront échapper indéfiniment à la vindicte populaire ! Même le responsable de la sécurité de la capitale britannique a avoué le succès de cette ambitieuse entreprise. Bon, si, dans l'immédiat, pareille petite victoire fait toujours plaisir, reste à s'interroger sur la portée et l'impact politique de ce genre d'action : quel message ? Quelle force de proposition ? C'est une réflexion que nous propose, dans les colonnes de ce numéro du *Monde libertaire*, Ian Bone, un vieil anarchiste anglais qui a suivi cette manifestation et, le temps de le perdre de vue, le Black Bloc. De son côté, Mohamed nous fait un petit topo sur l'actualité tunisienne : qu'est devenu le pays après la chute de Ben Ali ? Quels espoirs ? Quelles désillusions ? Quels enjeux ? Et, comme ça pète un peu partout sur notre beau globe tout rond, on ira aussi faire un tour du côté de la place centrale de Mexico où les travailleurs du LFC se sont installés pour protester contre la privatisation de leur entreprise. À côté de cette actualité des luttes internationales qui, sur certains aspects, est porteuse d'espoirs et pourrait promettre des lendemains qui chantent, on a aussi celle des saloperies politico-étatiques. Notamment en matière de xénophobie où, une fois encore, la France et l'Italie sont sur le devant de la scène : l'une pour la montée fulgurante de son principal parti d'extrême droite, l'autre pour les traitements honteux qu'elle inflige aux immigrés. Alors, en cet anniversaire des 140 ans d'une révolution qui a, le temps de sa courte existence, montré qu'une autre société, plus libre et plus respectueuse de tout un chacun, était possible, il est plus que jamais temps de se saisir des outils à notre disposition pour construire le futur et combattre le présent.

Sommaire

Actualité

Psychiatrie répressive, A. Sulfide, *page 3*
Roms d'Ivry expulsés, par R. Damellon, *page 4*
Météo syndicale, par L. Barbesois, *page 5*
L'Autruche, par F. Ladrisse, *page 5*
Des brèves, un strip, *page 6*
Marine, fille naturelle de Nicolas, par M. Rajsfus, *page 7*

Potkinisme

Lectures militaires, par N. Potkine, *page 9*

Arguments

Marx et l'économie, par J. Langlois, *page 10*

International

Tunisie, état des lieux, par Mohamed, *page 11*
Grève mexicaine, par R. Pino, *page 12*
London Burning, par I. Bone, *page 13*
Le Guantanamo italien, par Barbara, *page 14*

Histoire

La Commune de Paris et les anarchistes, par M. Joyeux, *page 17*
La Commune de Marseille, par R. Bianco, *page 18*

À lire

Pour une bouffe noire et rouge, par Paco, *page 20*

Mouvement

C'est pas du cinoche, par Bibo, *page 21*
Théâtre social, par M.-C. Calmus, *page 21*
La plus écoutée des radios, *page 22*
L'agenda vous appelle, malotrus, *page 23*

Tarifs **France et étranger**
(hors-série inclus)

3 mois, 12 nos ◯ 25 €
6 mois, 25 nos ◯ 50 €
1 an, 45 nos ◯ 75 €

(Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **95 €**

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Défausse commune

Est-il possible, aujourd'hui, de jeter un regard sur l'actualité sans céder à la paresse du commentaire ? Voilà la question que l'on peut se poser au sujet de la réforme de la psychiatrie, votée tout récemment en première lecture à l'Assemblée.

Enclenchée par un fait-divers – un étudiant poignardé par un malade mental en fugue, à Grenoble, en 2008 – la réflexion présiden… pardon, gouvernementale, s'est arrêtée aux habituelles considérations sécuritaires.

D'abord, par une série de dispositions visant à clarifier le niveau de responsabilité des uns et des autres en cas de sortie des malades. Ce n'est pas seulement le rôle des préfets qui s'en trouve accru, mais également celui des personnels médicaux. S'il reviendra aux premiers d'autoriser, par exemple, l'aménagement de la prise en charge de tel ou tel patient ou la levée des soins sans consentement, en particulier pour les personnes déclarées pénalement irresponsables ou ayant séjourné dans une unité pour malades difficiles (UMD), ce sera sur l'avis préalable d'un collège de soignants, en plus du certificat médical circonstancié du médecin en charge du patient, et d'au moins deux expertises.

Idem pour les sorties individuelles accompagnées, de courte durée, soumises à l'autorisation du préfet (pour les deux premières catégories de malades décrites ci-dessus), et subordonnées à un certificat médical signé du psychiatre assurant le suivi effectif du patient en soins sans consentement depuis plus d'un an.

Première conclusion : la porosité entre le pouvoir médical et les représentants de l'État, de même que les conditions objectives de création de casiers judiciaires psychiatriques, sont désormais instituées.

Certes, dans son projet de loi, Roselyne Bachelot a souligné la garantie des libertés individuelles, à travers notamment la possibilité de saisir le juge des libertés et de la détention pour demander la levée d'une mesure de soins sans consentement. Mais celui-ci rendra sa détention sur les avis d'un collège de soignants et d'experts psychiatres, pour les cas les plus lourds (irresponsables pénaux, et sortants de séjour UMD). Pour les autres, lorsqu'un proche ou un tiers demandera la levée de la mesure de soins forcés, le psychiatre traitant aura désormais la possibilité de s'y opposer. Et, au vu des certificats médicaux établis par ce dernier, le préfet pourra confirmer la mesure initiale – le maintien en soins – tous les semestres.

Seconde conclusion : ce jeu de ping-pong technocratique où, soyons clairs, la question de la dangerosité sera prépondérante, rendra les perspectives de libération – je dis bien libération – très relatives, dans la mesure où les uns et les autres seront tentés de maintenir le *statu quo* plutôt que de prendre un risque lourd de conséquences médiatiques et électorales.

Dans un entretien accordé à *Libération* (23 mars dernier), Nora Berra, secrétaire d'État à la Santé, s'extasiait de cette alternative à l'hospitalisation dessinée par le projet de loi : les soins ambulatoires (c'est-à-dire à domicile) sous contrainte. « *Aujourd'hui, déclarait-elle, avec les progrès des traitements et des médicaments, nous avons changé de siècle. Il est normal que les modalités évoluent. Il faut être dans une société moderne. Les malades préfèrent être pris en charge près de leur famille et de leurs proches, plutôt que d'être enfermés dans l'hôpital.* »

On appréciera le terme « *enfermés* » [1].

Reste que si le patient rechigne à entrer dans la modernité en refusant de se shooter aux médocs, il devra retourner à son enfermement.

Troisième conclusion : l'alignement des soins psychiatriques en milieu ouvert sur les mesures de contrôle judiciaire.

Avec quelque 70 000 personnes concernées, il va de soi que cette nouvelle usine à gaz a peu de chances de fonctionner, vu le manque de moyens alloués. Mais, et comme le faisait remarquer un psychiatre dans *Le Monde* (30 mars), « *il y a belle lurette que les lois ne sont plus faites pour être appliquées ou pour améliorer la situation de ceux qui auront à en subir les effets, mais pour afficher la force de l'État-gendarme.* »

Ce médecin-chef au Centre psychiatrique du Bois-de-Bondy (Seine-Saint-Denis), par ailleurs expert auprès des tribunaux, a vu juste. Encore pourrait-il élargir son point de vue ! Car franchement, après s'être acquis les bonnes grâces de son maître judiciaire au point de gagner, au cours du siècle passé, une influence énorme sur le processus pénal, les experts psychiatres n'étaient-ils pas appelés, tôt ou tard, à payer la rançon de la gloire ? Les petits juges comme Fabrice Burgaud, et autres directeurs des services pénitentiaires comme celui de Rennes[2] ne veulent plus se sentir seuls à l'heure de rendre des comptes. En cas de pépin, ils tiennent désormais à garder, à portée de main, les experts qui les ont inspirés, ne serait-ce que pour amortir leur propre chute.

Nombreux à protester contre la réforme de la psychiatrie – « *nuit sécuritaire* », « *grand enfermement* », « *retour de l'asile* »… – les personnels hospitaliers mesurent-ils à quel point la liquidation des services publics de santé menace l'ensemble de la communauté, malades comme soignants ? Affectée par la réorganisation incessante des services, confrontée au manque de moyens financiers

et humains, avec son lot de stress, de dépressions, voire de suicides, la profession doit aujourd'hui «gérer» – comment dire ça autrement? – des personnes en grande souffrance morale et psychique, que le pouvoir traite désormais comme une nouvelle classe dangereuse. À mauvaises conditions de travail, mauvais soins, sauf qu'il ne s'agit pas de la grève du zèle si chère à Émile Pouget, mais d'un sacrifice collectif institutionnalisé.

Les malades mentaux sont avant tout des victimes. Victimes d'une raison qui s'est égarée, dont les ressorts échappent encore, parfois, aux médecins les plus compétents. Mais aussi, car cela arrive, victimes d'une raison économique de plus en plus violente, de plus en plus vorace, qui pressure les corps et les esprits, jette les perdants au chômage, à la rue, aux désespoirs divers. Autant de candidats à la folie qui, telles ces falaises de craie attaquées par la mer, finissent un jour par s'écrouler.

Et nous, qui avons encore toute notre tête, allons-nous nous focaliser sur les murs des asiles qu'on redresse, en oubliant les parois de cette prison bien plus vaste dans laquelle nous sommes – quelle terrible locution! – condamnés à vivre?

André Sulfide

---

1. Il n'est pas anodin. En novembre 2010 s'est ouvert, au centre hospitalier de Sarreguemines (Moselle), la première unité de soins intensifs psychiatriques (USIP) pour malades mentaux dangereux – ou «unité pour malades agités perturbateurs», dans le jargon professionnel – de la région Est. La direction de l'établissement annonce fièrement le délai, record, de trois mois de séjour avant que les patients puissent retrouver leur milieu d'origine et être soignés pour d'autres pathologies plus classiques. On verra si, en trois mois, la médecine moderne est capable de soigner autrement qu'à doses de stupéfiants, on verra également si les malades ne seront pas amenés, finalement, à entrer et sortir de ces USIP comme dans autant de salles de shoot, au petit malheur la malchance. Hélas, ce type de structure hautement sécurisée anticipe probablement ce que seront à l'avenir les soins aux malades dits dangereux…

2. Respectivement, affaire d'Outreau et affaire Tony Meilhon. Burgaud a certes été sanctionné – une réprimande inscrite dans son dossier, brrr… – avant de poursuivre sa carrière comme substitut au Parquet de Paris. Le directeur de taule limogé n'a, à mon avis, pas trop de souci à se faire.

Roms d'Ivry expulsés

Chronologie

Ivry-sur-Seine, 6 février 2011, vers 6 heures du matin: un campement, occupé par 120 Roms et Roumains, a été l'objet d'un violent incendie faisant un mort. Son origine est inconnue et nous ne savons même pas si une enquête est en cours.

Les familles ont été relogées par la mairie (PCF) au cours de la journée dans le gymnase Joliot-Curie; elles y sont restées huit jours. Signalons qu'avant l'intervention de bénévoles, la mairie les mettait dehors au petit matin et fermait le gymnase.

Le 15 février, ils se sont installés sur un terrain en friche, rue Truillot – appartenant à l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP) et sous la juridiction de la préfecture – en «accord» avec la mairie qui leur a promis de fermer les yeux pour l'occupation du lieu tout en leur refusant ses nombreux terrains vides. C'est donc un cadeau empoisonné, puisqu'ils sont aisément expulsables. Une procédure d'expulsion a d'ores et déjà été demandée par l'AP-HP, un huissier est passé constater l'occupation du terrain, mais le tribunal n'a pas encore fixé de date de procès.

Un voisinage hostile

Rapidement, des voisins de la cité Truillot ont lancé une pétition en faveur de l'expulsion des habitants du campement. Cette pétition nous montre une fois de plus que certains sont prêts à invoquer n'importe quel prétexte, ou même à inventer n'importe quoi, afin de satisfaire leur haine. Soi-disant, les habitants du camp proféreraient des menaces, investiraient la copropriété ; sont aussi invoquées les habituelles notions de «sûreté» et de «salubrité», etc. Ces affirmations vomitives se sont rapidement répandues dans le voisinage, et les situations de haine dont sont victimes les Roms et les Roumains se sont vite multipliées. L'exemple qui suit montre (une fois de plus) que le mépris n'est pas le monopole de la droite.

Positions des organisations de «soutien»

Une lettre a été envoyée aux habitants de la cité voisine par les organisations prenant le camp en charge afin de clarifier la situation. Alors que nous éprouvons une certaine méfiance envers toute action se limitant à la charité, et que nous refusons le monopole de la solidarité par les associations humanitaires ou les gouvernements, ce courrier démontre clairement les positions des organisations de pseudo-soutien.

Les extraits suivants proviennent de la première version qui a été approuvée par (presque) toutes les organisations, et qui a été légèrement modifiée grâce à l'insistance de quelques bénévoles.

Voyons d'abord comment ces organisations parlent d'elles-mêmes: «[Un certain nombre d'organisations] *ont décidé de leur porter secours.* […] *On peut remarquer au passage qu'ils sont à peu près les mêmes qui se mobilisent chaque fois qu'une catastrophe se produit (tremblement de terre en Haïti, tsunami en Asie).* […] *Une attitude humaine de solidarité qui est celle choisie par les organisations signataires de la lettre. C'est bien sûr une question de philosophie de la vie et l'on ne peut pas exiger de tous d'adhérer à la Déclaration des droits de l'homme.*» Cette lettre n'est donc qu'une occasion de se faire de la pub et de vanter les mérites de leur merveilleux travail néocolonialiste. Voyons maintenant comment le texte traite les réticences des habitants, dans les règles de l'art de l'acceptabilité sociale: «*Quels problèmes de voisinage cela risque-t-il de poser? Le premier est esthétique* […] *Il faut reconnaître que c'est laid* […] *Cela peut même s'avérer déprimant et pénible* […] *Ils sont plus souvent dehors que dedans.*» Pauvres de vous qui souffrez de désagréments esthétiques quand ceux, à la source de cette terrible offense, vivent dans une extrême précarité! «*Le rejet en bloc de ce groupe d'humains* […] *risque d'entraîner de la part des Roms un phénomène analogue. C'est alors que vous aurez à craindre pour vos biens.*» Le courrier tend à créer un sentiment de menace et de pression sur les habitants que l'on invite à se solidariser avec les habitants du camp, non parce qu'ils sont des laissés-pour-compte du système capitaliste, méprisés et stigmatisés par le gouvernement français, mais bien par peur de voir ses biens abîmés. Les événements en cours rappellent que nous ne devons surtout pas nous limiter aux «droits de l'homme» comme le font les organisations de charité, mais continuer à lutter pour la justice sociale, l'abolition de la propriété privée, le droit à l'autodétermination, la sortie de la société sécuritaire, la lutte contre la xénophobie, le droit à un travail pour tous (tout en repensant bien sûr radicalement la notion de travail), etc.

Nous voulons, enfin, faire part de notre admiration quant à la dignité que les habitants du camp préservent dans des conditions matérielles extrêmement difficiles et face au racisme ou au mépris dus à leur pauvreté, qui s'expriment autant chez bon nombre de leurs voisins que chez leurs soi-disant «soutiens».

Richard Damellon

Info de dernière minute: ça y est, l'avis d'expulsion est passé, le procès a lieu le 4 avril.

Calme plat syndical

Une bonne lutte, une bonne grève, ne sont «valables» que si elles sont à la une des médias, si elles passent au vingt heures dans les étranges lucarnes… C'est l'amer constat que font les travailleuses et travailleurs de SFR dans le XIXe arrondissement. Sans relais médiatique, leur résistance à la délocalisation reste dans les oubliettes. Question micros les organisations syndicales intéressent plus par leurs intentions de vote aux diverses consultations que par leur capacité, leur volonté de former un front syndical unitaire.

Pourtant, la semaine dernière, les salariées et salariés de la Poste ont battu le pavé et pas seulement à Paris. Marseille, Bordeaux, Grenoble, Rennes, etc., étaient de la partie. Cependant, l'inquiétude guette et la fermeture de nombreux guichets paraît inéluctable. Conditions de travail dégradées, réorganisations, malaise social, le «sens du service aux usagers» a du plomb dans l'aile.

Au niveau délocalisation, Renault jette de l'essence sur le feu, deux nouveaux moteurs sont «réservés» à ses usines roumaine et espagnole.

Alors faut-il encore se cogner le sempiternel problème: aider le monde politique «divers gauche» à se servir du marchepied du mouvement social ou faut-il espérer un coin de ciel bleu syndical au milieu de tous les miroirs aux alouettes électoralistes?

Ainsi on pense ce que l'on veut de Stéphane Hessel, mais son «*voter est une forme d'engagement mais cela ne suffit plus*» est, à sa mesure, un petit pavé dans la mare. Ainsi quand il appelle «*les syndicats* [à être] *partie prenante de la résistance*», rappelant qu'«*ils ont participé au Conseil national*».

«*Les syndicats jouent un rôle considérable dans la mise en place d'une plus grande justice économique et sociale. Et il est très regrettable que la France soit un des pays les moins syndicalisés*» (l'Humanité Dimanche du 31 mars au 6 avril 2011).

Pierre Besnard, Adhémar Schwitzguébel et bien d'autres, sans oublier Salvador Segui, étaient du même avis. Vive le printemps!

Loulou Barbesois

Quand l'autruche éternue…

Ah, combien ce pays ?

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je? Un appel, que dis-je, un cri, lancé de Tulle, code postal 19000, Corrèze: «*François, François, président!*», hurlaient une poignée de Tullistes, transportés de joie car oui, qu'on se le dise, qu'on se le susurre à l'oreille: un homme est là, dressé tout droit qui, il nous l'a promis, va «*lever l'espérance*». Entre ici, Culbuto – doucereux surnom dont l'affublent ses camarades du PS –, entre ici, Hollande, François, entre dans la course aux primaires! Aubry, Royal, Montebourg et autres Gnafron de pacotille commençaient à nous lasser ferme: heureusement, voici Guignol! «*Nous ne sommes pas n'importe quel pays: nous sommes la France*», ose-t-il. On voit que d'emblée le Hollande a décidé de cogner fort, quitte à choquer les mièvres. Quant à la gauche, eh bien, selon lui, «*elle doit dire la vérité*». Audacieux personnage!

Également audacieux et jusqu'à la bêtise, Jean-François Copé ne lâche rien: à l'heure où s'écrivent ces lignes, le débat sur l'islam, rebaptisé débat sur la laïcité, puis re-rebaptisé convention sur la laïcité, n'est toujours pas annulé, malgré les défections multiples, malgré les cris d'orfraies d'autorités religieuses dont on se demande, au passage, ce qu'elles auraient à craindre de cette rencontre de culs bénis oui-oui. Elle aura donc lieu, la fumeuse convention, entre midi et deux autour d'un Picon-bière, dans l'arrière-salle du Balto. Et c'est là, entre deux tournées – dis donc, y'a pas de cacahuètes? –, que devrait se dessiner ce que Copé n'hésite pas à nommer «*une sorte de règlement intérieur pour la nation*». Règlement intérieur? On aurait à ce point des gueules de collégiens? «*Ah, combien ce pays se meurt des procès d'intention!*», se lamentait ensuite, shakespearien comme un genou, le même Copé lors de l'émission de téloche le mêlant, plus qu'elle ne l'opposait, à monseigneur Machin, à l'imam Bidule et au rabbin Trucmuche. Tiens, lui, j'ai retenu son nom: Joël Mergui, qu'il s'appelle, ci-devant président du consistoire central – on appelait du même nom, en d'autres temps, certain comité. Si j'ai retenu son nom c'est que le rabbin Mergui s'inquiétait devant les caméras de ce que le débat, pardon: la convention, ne débouche sur, je cite, «*une radicalisation des laïquards*». Des quoi? Il avait bien dit: laïquards. C'était sur une chaîne du service public, mais nul, et surtout pas ce faux toqué toquard de Frédéric Taddéi, n'a cru bon de reprendre le rabbin. J'en ai conclu que «laïquard» faisait désormais partie du vocabulaire convenu, sans nulle connotation relevant du mépris le plus abouti, et n'émouvait pas plus que ça. Dès lors, pas d'étonnement lorsque le même rabbin Mergui demandait «*à l'État français d'aider les religions à forger de vrais citoyens*». Copé s'empressait d'acquiescer, mielleux et sirupeux à souhait, mieux, il en rajoutait et précisait, l'œil mi-clos, que lors du débat il n'était «*pas question de heurter les fidèles, ce serait vraiment le contraire de ce que nous devons faire*». Que doivent-ils faire, ces contrits? Ramener dans le giron de la droite pétainosarkozyste les brebis égarées du côté du FN. Ah!, combien ce pays se meurt, etc. En tous les cas on n'aura pas, lors de cette grand-messe cathodique qui n'a jamais, je crois, aussi bien mérité son nom, entendu parler d'athéisme, ou simplement des non-croyants, qui eux aussi peuvent être «*heurtés*» et pour le moins atterrés par un pouvoir politique ralliant le goupillon, sans plus de vergogne que ça. C'est que nous sommes, nous, athées, aux yeux de Copé comme à ceux de ces ensoutanés, enturbannés et autres empapillotés, autant d'anomalies vouées au silence sur cette Terre, avant que d'aller rôtir, comme il se doit, en enfer. Dès lors, l'essentiel n'est-il pas de mettre à profit le temps qui nous reste pour les chauffer à blanc?

Frédo Ladrisse

http://quand-l-autruche-eternue.over-blog.com/

Brèves de combat

Panique en Syrie

Plus de 20 000 personnes ont participé aux funérailles à Deraa dans le sud de la Syrie, théâtre de protestations sans précédent contre le pouvoir, où une centaine de manifestants ont été tués par les tirs de la police. Les flics démentent, ils n'ont pas chargé !

Le conflit social se durcit chez SFR

Dans l'indifférence générale, des salariés de Neuf Assistance, filiale SFR (Paris 19e), ont entamé leur deuxième semaine de grève pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail (pressions, intimidations, etc.) depuis plusieurs mois. Le mouvement prend de l'ampleur, puisque des salariés des sites de Rennes et de La Réunion, victimes des mêmes pratiques, ont rejoint le mouvement de grève de leurs collègues parisiens. Pendant ce temps, la direction fait la sourde oreille, va-t-il falloir un suicide, comme chez France Télécom, pour que SFR daigne lever le petit doigt ? Affaire à suivre.

Madame la Marquise, tout va bien

Les Restos du cœur ont accueilli pendant la campagne de l'hiver 2010-2011 près de 860 000 personnes, soit « plus de 4 % » de plus que lors de la campagne précédente, et ont distribué 107 millions de repas, a annoncé l'association. La vicomtesse de Truchis n'a pas peur des gros.

École : arrêtez la casse !

50 000 postes supprimés dans l'Éducation nationale depuis 2007, 16 000 de plus cette année. Partout en France, les parents d'élèves, personnels de l'Éducation nationale et élus locaux se mobilisent pour lutter contre la casse de notre système éducatif. Comment est-ce que les élèves vont apprendre à calculer en cent leçons ?

Immigration

Les sénateurs ont adopté, à une large majorité, un amendement supprimant la restriction du droit au séjour pour les étrangers sans papiers malades. Cette disposition, présente dans le projet de loi initial du gouvernement, avait déjà été supprimée en première lecture par le Sénat mais rétablie en seconde lecture par l'Assemblée le 15 mars dernier. Il faudra encore attendre la seconde lecture au Sénat le 12 avril pour savoir si les étrangers malades auront le droit de vie ou de mort !

Atomkraft : Nein Danke !

Un taux d'iode radioactif 3 355 fois supérieur à la norme légale a été mesuré dans l'eau de mer prélevée à 300 mètres au sud de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima (Japon), selon l'opérateur Tepco. Quand on se lasse de vous répéter que le nucléaire n'est pas du tout dangereux puisque les physiciens voient le monde conique.

Ben voyons !

Selon le quotidien *Les Échos*, qu'on ne peut pas traiter de grand militant anticapitaliste, EDF aurait proposé aux pouvoirs publics un dispositif qui amènerait à augmenter la facture d'électricité des particuliers de 5,1 % à 6,5 % par an jusqu'en 2015, inflation comprise.

Surveiller et punir (suite et fin ?)

La réforme de l'hospitalisation d'office a été votée à l'Assemblée. Très critiqué, le texte a suscité la colère de tous les syndicats de psychiatres, rejoints par des syndicats de magistrats, qui le jugent « plus sécuritaire que sanitaire ». Le psychologue sait comment classer les mythos ! Voir l'article dans *Le Monde libertaire* n°1628.

Homosexuels insultés

Selon une étude très sérieuse publiée par L'Ifop, il y a plus d'agressions homophobes que racistes. En France, 31 % des gays et des bisexuels font l'objet d'insultes homophobes (48 % pour les homosexuels et 12 % pour les bisexuels, qui affirment généralement moins leur identité sexuelle. 14 % des gays et bisexuels déclarent avoir été victimes d'agressions physiques (24 % chez les homosexuels et 5 % chez les bisexuels. Les agressions liées à l'orientation sexuelle sont donc plus nombreuses que celles liées à la couleur de la peau si on compare ces résultats à ceux d'un sondage CSA pour le Conseil représentatif des associations noires. Dans celui-ci, 7 % des personnes appartenant à une minorité visible assuraient avoir été victimes d'une agression physique, et 25 % d'une agression verbale. On a encore du boulot, surtout dans le contexte fascisant ambiant !

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH

KROKAGA

Marine, fille naturelle de Nicolas

Maurice Rajsfus

Même s'ils s'en défendent, ces deux-là s'entendent comme larrons en foire. L'un se présente comme le meilleur défenseur de notre République des droits de l'homme, tandis que l'autre, héritière des adorateurs des pouvoirs autoritaires, aimerait nous convaincre de sa récente virginité démocratique. Ils n'en sont pas moins de plus en plus proches, et leurs relations incestueuses risquent de donner naissance à un monstre dont la volonté serait de nous priver de ces libertés fondamentales pour lesquelles les révolutionnaires ont tellement lutté.

Les anciens fachos recyclés

Depuis le début des années 1980, malgré des hauts et des bas, le Front national n'a cessé de progresser au sein d'une population qui perd de plus en plus ses repères. Là où le mouvement Occident, puis Ordre nouveau, avaient échoué, la tribu Le Pen a réussi à faire son trou dans la démocratie formelle développée par les ayants droit de la Résistance au nazisme. Il est vrai que la frontière est devenue mince entre les anciens admirateurs des régimes forts et les actuels porteurs des principes républicains. Dans les allées de l'actuel pouvoir, on trouve d'anciens fachos recyclés, comme Gérard Longuet, Claude Goasguen, Hervé Novelli, Éric Raoult ou Patrick Devedjian, pour ne citer que les plus connus de ces repentis. Lesquels ne peuvent que se sentir à leur aise aux côtés de Nicolas Sarkozy, Claude Guéant, Jean-François Copé et autres Xavier Bertrand dont la rhétorique rappelle leur jeunesse plutôt agitée.

Après le départ en retraite du Borgne est venue la relève de la Jeanne d'Arc moderne, Marine Le Pen. Au risque de paraître un abominable sexiste, je dirais que l'héritière, choisie au détriment de Bruno Gollnisch – visiblement trop facho – n'est rien d'autre qu'un homme politique classique. Tout aussi nostalgique que son père du régime de Vichy, Marine diffère pourtant de l'ancêtre, ses conseillers ayant compris que le social est primordial dans le propos démagogique – crise économique oblige. Il lui est donc possible de tenir ce discours compassionnel permettant de rabattre des voix dans des régions économiquement sinistrées. Les analystes politiques peuvent même démontrer qu'au fil des consultations électorales, le Front national serait devenu, en termes de bulletins de vote, le premier parti ouvrier de France. Ce qui n'est pas un mince paradoxe, mais cela nous renvoie au peu de fiabilité du suffrage universel.

Un peu d'histoire

Au cours de sa campagne pour la présidence de la République, dès 2005, Nicolas Sarkozy témoignait de la volonté de chasser sur les terres du Front national, avec un succès évident. Surtout lorsque ce rejeton d'immigré hongrois annonçait son intention de fermer les frontières, et de ne tolérer qu'une immigration choisie. Dès son élection, il ne tardait pas à créer un ministère de l'Identité nationale, véritable machine de guerre destinée à exclure bien plus qu'à intégrer. Chacun sait que, dans ce pays, la haine de l'étranger est fédératrice de tous les rejets.

Cette volonté affirmée de rassembler sous un même drapeau l'ensemble des « vrais » nationaux n'est pas nouvelle. Les « bérets basques » du putsch manqué du 6 février 1934 ambitionnaient de réunir les anciens combattants des tranchées sous une même bannière. Il en allait de même avec le régime de Vichy qui faisait appel à la France rurale pour légitimer une volonté de retour aux pratiques du XIXe siècle. Rien n'a changé avec les idéologues de l'UMP, face à une France profonde confrontée au chômage de masse.

Les rapports incestueux entre les orphelins du gaullisme et ceux qui ne se sont jamais remis de la disparition de l'État français de Pétain ne sont pas nouveaux. Il est important d'en prendre conscience à l'heure où les uns et les autres tentent de se rapprocher discrètement. Les élections présidentielles du printemps 2012 ne sont pas tellement éloignées, et de discrètes négociations sont peut-être déjà engagées. Les exemples sont nombreux qui peuvent nous conduire à cette réflexion. Ainsi, en 1993, lors du retour de la droite au pouvoir, j'avais vainement tenté d'expliquer à mes camarades du mouvement Ras-l'Front qu'il n'y avait guère de différence entre Charles Pasqua et Jean-Marie Le Pen, et qu'il était nécessaire de combattre l'un et l'autre avec la même vigueur. Cela n'avait guère été entendu. C'est l'époque où le ministre de l'Intérieur, issu des réseaux du Sac, confiait tranquillement qu'il y avait bien des points communs entre le RPR et le Front national. Seuls quelques petits « détails » pouvaient les séparer. Nous aurons confirmation de cette possible connivence lors des élections régionales de 1998, lorsqu'à la fin d'utiles transactions, plusieurs dirigeants du RPR ou de l'UDF étaient élus à la présidence de cinq régions grâce à l'apport des voix des affidés de Jean-Marie Le Pen. Il est vrai que d'importantes concessions avaient été consenties à ces braves « nationaux » qui revendiquaient entre autres le contrôle moral des collèges et lycées.

N'oublions pas qu'en 1996, il avait été possible de voir le ministre de l'Intérieur RPR, Jean-Louis Debré, donner son aval à la création d'un syndicat Front national de la police. Avec de confortables subventions à la clé, tout comme la mise à disposition de ces forcenés de locaux de l'administration.

Front républicain ? Mon œil !

Il n'est pas possible d'oublier l'épisode des élections présidentielles d'avril 2002, lorsque dans un grand élan l'ensemble de la gauche appelait à voter Chirac pour barrer la route à Jean-Marie Le Pen. On appelait cela le « front républicain ». Sans trop de méchanceté, il n'est pas inutile de rappeler qu'un certain nombre de militants libertaires qui, d'habitude, ne votaient pas, avaient cru nécessaire d'apporter leur bulletin de vote à celui qui prenait la posture de sauveur de la République. Lequel, sans tarder, une fois élu, avait placé un certain Nicolas Sarkozy à la tête du ministère de l'Intérieur. Le petit homme ne tardera pas à améliorer la politique xénophobe ambiante, tout comme les mauvaises manières envers les sans-papiers, déjà mises en œuvre sous la gauche par Jean-Pierre Chevènement.

En 2007, réussissant à fédérer la peur de l'étranger, Nicolas Sarkozy avait pu « siphonner » l'électorat traditionnel du Front national. Ce qui ne devait durer qu'un temps. D'où cette volonté très visible de conserver ces transfuges qui paraissaient avoir tendance à s'éloigner. Pourtant, plus la garde rapprochée de Nicolas Sarkozy s'évertuait à tenir des propos identiques à ceux des Le Pen père et fille, plus cet électorat prenait ses distances. D'où cette volonté des plus hauts personnages de la Sarkozie à s'exprimer avec un argumentaire décliné par nos fachos en mal de recyclage. Pour ne pas perdre le soutien de cette France profonde qui préfère l'original à la copie, le discours honteux allait prendre de l'épaisseur. C'est ainsi qu'en pleine campagne pour les élections cantonnales, il avait été possible d'entendre le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, proclamer que « *suite à une immigration mal contrôlée, les Français ne se sentent plus chez eux* ». D'où la conclusion que pourraient tirer les plus tarés de nos contemporains, plus Gaulois que nature, qui estiment légitime de clamer que, décidément, « les étrangers mangent le pain des Français et leur volent leur travail ».

Cette ignominie n'a pas empêché la gauche bien pensante à appeler à voter UMP, le 27 mars, pour barrer la route au Front national, là où elle n'était pas présente au second tour. Sans doute pour sauver la République xénophobe et de plus en plus raciste. Ce qui n'empêchait pas les têtes pensantes de l'UMP de suggérer l'abstention, voire même le vote FN, lorsque les candidats du parti présidentiel avaient été éliminés. À ce niveau, le front républicain n'avait plus d'intérêt et il devenait possible pour un sarkozyste bon teint de voter bleu Marine. Ce qui démontre, s'il en était nécessaire, que ce qui sépare Nicolas de Marine n'est guère visible, au-delà de l'ambition de l'une et de l'autre.

M.R.

Les militaires savent lire

Drôle. Un livre drôle au sujet de l'armée israélienne ? En plus, un livre qui cite Gilles Deleuze, Marshall McLuhan et Paul Virilio ? Drôle ? Si, si. Certes, on ne s'en aperçoit qu'une fois les deux tiers du texte avalés. Mais on les avale avec intérêt : en effet, *À travers les murs, l'architecture de la nouvelle guerre urbaine* d'Eyal Weizmann (La Fabrique éditions, 13 euros) décrit une tactique antipalestinienne assez étonnante. Lassés des mille embuscades, des mille portes piégées, des mille ruelles à fusil-mitrailleur caché qui les attendaient dans les camps palestiniens, les officiers supérieurs israéliens se sont mis à lire *Mille Plateaux* de MM. Deleuze et Guattari, *La Condition postmoderne* de Jean-François Lyotard, *Questions on Space, Architecture and Disjonction* de Bernard Tschumi. Pas du léger, même si la chose s'explique en partie par le fait qu'on ne peut devenir officier supérieur en Israël que si l'on peut ajouter des études universitaires tout aussi supérieures à son CV. Qu'ont-ils donc trouvé de si utile au massacre de Palestiniens dans ces indigestes *opus* ? Seulement de quoi rédiger des ordres de combat tels que « *Les forces doivent réaliser une infiltration à grande échelle par un raid de faible signature ; s'établir rapidement sur les zones de contrôle, puis créer un contact létal avec les zones bâties (par essaimage), susciter un effet de choc et de stupeur susceptible de paralyser tout l'espace d'intervention, puis passer au mode de domination, parallèlement à une déconstruction systémico-spatiale de l'infrastructure ennemie.* » Il s'agissait de « déconstruire » l'interprétation classique de l'espace urbain pour laquelle une rue est l'espace où l'on passe, un mur est l'obstacle que l'on contourne. Or, selon un officier israélien : « *Nous, nous avons interprété la ruelle comme un endroit par lequel il est interdit de passer, la porte comme un élément qu'il est interdit de franchir, [...] pour la bonne et simple raison qu'une arme nous attend dans la ruelle, un piège nous attend derrière les portes.* » Et donc, l'armée israélienne défonce les murs et ne passe plus que par ces passages nouveaux pour se déplacer dans les labyrinthiques casbahs palestiniennes.

Une Palestinienne décrit l'expérience vue du côté civil de cette façon : « *Vous êtes assise dans votre salon qui vous est si familier. C'est là que la famille se réunit pour regarder la télévision après le repas du soir. Et tout d'un coup, voilà qu'un mur tombe dans un fracas assourdissant, la pièce s'emplit de poussières et de gravats, et vous voyez surgir les uns après les autres des soldats à travers les murs, hurlant des ordres. Les enfants hurlent, en proie à la panique. Comment imaginer le sentiment d'horreur que peut éprouver un enfant de cinq ans qui voit débarquer à travers les murs de sa maison quatre, six, huit, douze soldats au visage barbouillé de noir, pointant leurs mitraillettes en tous sens, avec des antennes qui dépassent de leur barda et leur donnent des allures d'insectes géants ?* »

Du côté militaire, cela donne ça : « *Peter a empoigné la masse et s'est mis à cogner, mais le mur ne cédait pas. Pour la première fois, nous étions devant un mur en béton et non plus en parpaings... il fallait y aller à l'explosif. Nous avons fait sauter au moins quatre bâtons de dynamite jusqu'à ce que le trou soit assez grand pour nous permettre de passer.* » Le livre ajoute : « *Or, comme les miliciens palestiniens manœuvraient eux aussi à travers les murs et les ouvertures prévues à cet effet, la plupart des combats se déroulaient à l'intérieur de maisons privées. Certains immeubles ont pris des allures de mille-feuilles, avec des soldats israéliens au-dessus et au-dessous de l'étage où les Palestiniens étaient piégés.* » Mille-feuilles, mille plateaux, même combat !

Sans oublier que « *l'armée israélienne vient d'achever la modélisation informatique de toute la Cisjordanie et de la bande de Gaza. La résolution de ses images satellitaires est assez élevée pour montrer en détail les habitations privées et l'emplacement des portes et fenêtres* ». On peut se demander ce que serait aujourd'hui le Moyen-Orient si Israël, au lieu de fournir un tel effort pour la chasse aux Palestiniens, avait fourni le même effort pour les enrichir et les transformer en amis... Mais, demandera-t-on, qu'y a-t-il de si drôle dans ce livre ?

Ceci : la cuistrerie des officiers israéliens, tout fiérots de savoir lire, mieux, de savoir lire ces modèles de clarté que sont Deleuze ou Lyotard, cette cuistrerie est inutile. La tactique de combat urbain consistant à passer par les murs plutôt que par les rues remonte à bien avant l'amphigouri postmoderne. Le maréchal Bugeaud, grand massacreur de bicots devant l'Éternel, a écrit un livre appelé *La Guerre des rues et des maisons*. Date ? 1849. Bien sûr. La sanglante répression de juin 1848. « *Les barricades sont trop solides pour être détruites par les tirailleurs ? Qu'à cela ne tienne : on entre dans les premières maisons qui bordent l'un ou l'autre côté de la rue, et c'est là que la mine présente un grand avantage, car elle remplit l'objectif. Quelqu'un monte jusqu'au dernier étage et fait systématiquement sauter tous les murs, parvenant enfin à forcer la barricade.* »

Nestor Potkine

regrettant que l'Élysée et le siège de la CFDT ne prennent pas des allures de mille-feuilles, de temps en temps

En économie, Marx a (parfois) raison

Si l'on veut comprendre la situation actuelle de la France et de l'Europe, il faut en passer par un détour marxien, à savoir la primauté des forces productives et de la production. C'est celle-ci qui dégage la valeur ajoutée (VA) du pays : production interne, agricole et industrielle, consommée dans le pays ou exportée, plus l'exportation à l'étranger de services produits par le travail des résidents. Les services utilisés dans la production sont évidemment incorporés dans la valeur ajoutée de la production comme consommations intermédiaires d'intrants. Cette valeur ajoutée est ventilée entre les différents acteurs sociaux : les rentiers (ceux qui disposent d'un monopole propriétaire sur un bien ou actif comme la terre ou les immeubles ou des ressources de sous-sol), les salariés avec leur travail, les entrepreneurs avec leur profit, les actionnaires avec la part du profit qui leur revient sous forme de dividendes, les banquiers et autres prêteurs avec les intérêts. D'où le conflit principal entre ces acteurs pour le partage de la valeur ajoutée nationale au sein du mode de production capitaliste, dont les rapports de production entre propriétaires des moyens de production, qui utilisent et dominent les forces productives collectives dans une appropriation individuelle de leurs fruits, et le salariat sont conflictuels par nature.

Il faut bien voir aussi que c'est la valeur ajoutée qui permet de financer la protection sociale (salaires indirects ou différés), les garanties pour le salariat et la population et les services publics *via* des cotisations et des impôts prélevés sur ladite valeur ajoutée. Les consommations de service (coiffeur, garagiste, etc.) ou de loisirs et de biens culturels (cinéma, théâtre, spectacles, DVD, etc.) ne sont que des attributions d'une part de la valeur ajoutée consentie au salariat dans l'ensemble de ses consommations. Une autre part réside dans l'épargne.

Il convient donc de distinguer la production de la répartition, laquelle est double : en amont entre les acteurs, en aval comme affectation par chaque acteur de sa part de VA à ses consommations. On observe déjà que le capitalisme financier a fait réduire la part salariale de la VA d'environ 8 points en faveur

des revenus du capital et du patrimoine. On doit surtout noter que sans VA, par manque de production et d'industrie, il n'y a plus de protection sociale et de services publics possibles.

C'est pourquoi on déplore que la part de l'industrie dans le PIB en France soit lentement descendue à 13 % en 2009 (22 en 1998, 29 en 1982) contre 16 en Italie et en Grande-Bretagne et 30 en Allemagne. De même, la part de marché française à l'international a été divisée par 2 en dix ans pour chuter à 3,8 %. On sait aussi que le déficit de la balance commerciale du pays est de 51,4 milliards d'euros contre un excédent de 153 en Allemagne en 2010. Parallèlement le déficit budgétaire a été de 150 milliards et la dette publique est montée à plus de 1 500. Solution tsarkozyenne : serrer la ceinture du peuple pour remettre le déficit à 3 % du PIB en 2013 contre près de 8 en 2010. Comment en est-on arrivé à cette piteuse désindustrialisation commencée en 1983 avec le tournant socialiste de la rigueur ?

C'est dû au choix effectué par les élites françaises, à commencer par celles de « gôche », de la haute mer du libéralisme commercial, de la finance mondialisée, de la déréglementation, de la monnaie forte, du primat des firmes multinationales sur le tissu industriel de moyennes entreprises, etc. Ce choix s'est fait par le biais de la construction européenne dans laquelle la souveraineté française a été abandonnée au profit du grand marché concurrentiel, libre et non faussé et des pleins pouvoirs conférés à la technocratie hyperlibérale de la Commission de Bruxelles. Pourquoi ce choix ? Parce que les soi-disant élites ont toutes sucé la mamelle de la doctrine libérale à Sciences Po et à l'Ena. De plus, elles sont devenues individualistes, peu soucieuses de l'intérêt général car pantoufler dans des ex-entreprises publiques françaises privatisées permettait de quintupler, au bas mot, son salaire. C'est pourquoi il fallait privatiser et liquider le secteur public en s'abritant derrière les directives de Bruxelles sabordant lesdits services publics au profit du privé et du tout-marché.

Dès 1983, tout a été déréglementé : suppression de l'indexation des salaires sur les prix, libre circulation mondiale des capitaux, suppression des avances (à taux d'intérêt limité à l'inflation) de la Banque de France à l'État (sous Pompidur en 1973, puis Fiscard Déteint en 1976 ; cela a forcé à emprunter à l'étranger et permis de verser depuis lors 1 200 milliards d'intérêts, soit l'équivalent de la dette publique en 2007), droit pour une firme de racheter ses propres titres afin de gonfler le dividende par action restante, autorisation des fonds spéculatifs et des LBO, stock-options, OPA ou OPE payée avec ses propres titres au lieu d'argent frais, droit des banques universelles (dépôt et investissement) de spéculer, lois en faveur de la grande distribution, suppression des dotations des services publics ainsi obligés d'emprunter sur les marchés, comptabilité au prix de marché, etc.

Dans ce contexte libéré, les multinationales purent s'en donner à cœur joie. Elles investirent en Chine et autres pays à bas coûts (sociaux, salariaux, environnementaux, fiscaux) ou y firent appel à des sous-traitants ou y achetèrent *low cost* pour importer en France. Cela avait l'avantage d'empêcher la baisse du pouvoir d'achat liée à l'appel à l'énorme « armée industrielle de réserve » des PVD. Cela a été accompagné chez les Anglo-saxons du crédit *revolving* à tout va, notamment immobilier ; d'où le déclencheur de la crise des *subprimes*.

Jacques Langlois

Retour sur la Tunisie

La situation actuelle en Tunisie n'attire plus l'attention de l'actualité qui, toujours très volatile, s'est déplacée vers d'autres lieux placés en tête de ligne des agences de presse. Les croisés soit-disant humanistes et militarisés de l'Occident accourent au chevet du peuple libyen, drapés dans leurs hypocrites résolutions démocratiques et désintéressées, pendant que les Bahreïnis se font discrètement écraser par les armées saoudiennes et émiraties... L'Égypte a voté (et puis après ?), les syriens s'y mettent et en payent le prix fort, et pendant ce temps les Yéménites résistent comme ils peuvent... Alors que se passe-t-il en Tunisie, prés de trois mois après la fuite de Ben Ali ? Sur la désormais fameuse place de la Kasbah, siège du gouvernement tunisien, les manifestants, venus du centre de la Tunisie, d'où est parti le soulèvement de décembre dernier, campaient depuis le 19 février et réclamaient, entre autres, la dissolution de l'ancien parti au pouvoir et de la police politique. Le 25 février, avait lieu les plus importantes manifestations, à Tunis et dans toutes les villes du pays, plus importantes encore que celles du 14 janvier qui précédèrent la chute du régime. Les manifestants exigeaient le départ du Premier ministre, qui était en place depuis onze ans et avait servi Ben Ali avec zèle et application. À l'issue de violents affrontements avec la police, qui firent cinq morts et plusieurs dizaines de blessés, le Premier ministre a été viré, et remplacé par un ancien ministre de Bourguiba, Béji Caïd Essebssi.

Habilement, il a répondu par l'annonce de l'élection en juillet prochain d'une assemblée constituante, après la réforme du code électoral ; la justice tunisienne a prononcé la dissolution du RCD, le parti de Ben Ali ; la police politique a été officiellement dissoute. Malgré ces annonces, la population reste très méfiante, car si effectivement des avancées politiques ont eu lieu, comme la liberté de la presse et d'organisation politique, les tractations en coulisse, l'ingérence étrangère manifestée par la visite de la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton et la normalisation en cours font craindre un rapide retour à l'ordre et la non-satisfaction des attentes populaires. Partout, dans tous les secteurs, des grèves ont éclaté : les revendications mettent en avant les salaires, les conditions de travail, l'emploi. Dans le secteur touristique, en plein marasme, qui emploie directement près de 300 000 personnes et représente près de 7 % du PIB, les demandes de titularisation des trop nombreux contrats précaires et de hausse salariale sont très fortes. De nombreuses usines sont occupées ; certains patrons étrangers, en majorité français, vont jusqu'au lock-out, ou menacent de délocaliser vers d'autres cieux plus cléments au capital. Parfois, des hausses de salaire sont accordées localement, sans véritables négociations de branche ou catégorielles. En maints endroits, les sections syndicales sont débordée par la base, qui sait que c'est le moment ou jamais pour tenter de faire aboutir les revendications. Le peuple tunisien reste frustré, ses attentes concrètes en matière d'emploi, de salaire et de niveau de vie sont non satisfaites à ce jour. Des allocations, quelques subsides sont lâchés pour tenter de faire taire la grogne sociale. De plus, les vieilles habitudes policières n'ont pas disparu, les victimes de la répression des manifestations n'ont toujours pas obtenu réparation, aucun responsable des assassinats perpétrés par la police n'a à ce jour été inquiété. Ce qui est à craindre, et qui déjà semble se profiler, c'est la confiscation de cet élan révolutionnaire par une fraction de la bourgeoisie, qui s'est débarrassée de la clique de Ben Ali devenue trop gênante et trop gourmande, et qui souhaite au plus vite reprendre ses affaires. La mise en place de la « Haute instance pour la sauvegarde de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique », machin hétéroclite où siègent une centaine de personnalités plus ou moins cooptées et censées donner une feuille de route pour la mise en place de réformes politiques ne doit pas faire illusion : ce jeu politicien ne répondra pas aux aspirations légitimes du peuple. Chaque parti nouvellement autorisé, et ils sont cinquante dans ce cas, entend tirer à lui les bénéfices et se prépare pour la course au pouvoir. On le voit, la révolution reste à faire, et après l'euphorie de la chute du dictateur, le travail sérieux d'organisation et de lutte au quotidien pour la transformation sociale ne fait que commencer. Après avoir courageusement combattu la dictature, au prix de dizaines de morts, après avoir recouvré dignité et libre parole, les Tunisiens doivent maintenant s'engager dans la lutte contre les exploiteurs, tout « démocrates » qu'ils se prétendent. C'est à nous, anarchistes, de soutenir, d'aider, de faire connaître nos buts et nos moyens d'action, à tous ceux qui sont en lutte pour la liberté et la dignité, pour l'égalité et la justice, contre la domination et le système capitaliste, qu'ils soient de Tunisie, de Libye ou d'ailleurs.

Mohamed
Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

Sous le soleil de Mexico

Les voyages réservent parfois de – bonnes – surprises. Un séjour touristique au Mexique me l'a démontré : je m'en doutais un peu, les vingt ans écoulés ont été riches en luttes des travailleurs et/ou indigènes de ce pays (Chiapas, Oaxaca, etc.)[1]. Les autorités mexicaines annoncent toujours des chiffres impressionnants de victimes de la « guerre des narco-trafiquants », en y incluant les assassinats d'opposants politiques, de syndicalistes ou d'indigènes.

Premier jour, visite obligée au Zócalo (grand-place située entre la cathédrale et le palais du gouvernement) et, là, un choc : l'immense centre historique est occupé par des manifestants du SME[2]. En l'occurrence, ça veut dire rassemblement avec installation de tentes de tailles diverses (parfois immenses) pour occuper jour et nuit l'espace. C'est ce qu'ils appellent un *plantón*. Il faut imaginer le lieu aux proportions impressionnantes (genre place de l'Hôtel de Ville de Paris, mais en plus grand), au pourtour délimité par d'immenses banderoles installées à demeure, traitant le président et son gouvernement de « salauds, voleurs, assassins » et d'autres expressions plus fleuries. Au milieu de tout ça, nous l'avons dit, des tentes pour entreposer du matériel et des couchages, et des manifestants distribuant tracts et dépliants à la population.

Mais qui sont ces manifestants ?

Il s'agit des travailleurs de LFC[3], tous, ou presque, syndiqués au Syndicat mexicain des travailleurs de l'électricité.

Quel est le problème ?

Dans les années quatre-vingt-dix, Salinas de Gortarí[4], chantre du libéralisme et de la privatisation à tout crin, tente de briser le monopole de LFC (équivalent de notre EDF) en privilégiant un autre organisme, la CFE (Commission fédérale d'électricité), ainsi que des multinationales étrangères, principalement espagnoles (Iberdrola et Unión Fenosa). Il va finir par privatiser LFC malgré l'opposition du SME, qui rappelle que LFC aussi bien que CFE ne sont pas des entreprises gouvernementales, mais sont la propriété du peuple mexicain.

Un peu d'histoire

Le SME est le plus vieux syndicat mexicain. Il a été créé en 1914, c'est-à-dire l'année où Pancho Villa et Emiliano Zapata se rendent maîtres de Mexico. Rien d'étonnant donc à ce qu'il se soit constitué sur des bases et avec un fonctionnement qui le distinguent d'autres syndicats créés plus tard. Ses principes sont, entre autres : assemblée des travailleurs comme centre de prise de décision ; élection de la direction syndicale à bulletins secrets ; rotation des mandats avec une direction renouvelée par moitié tous les deux ans ; ratification par assemblée générale des résultats des négociations avec les employeurs (et ceci avant signature définitive).

Actuellement, le SME sert de modèle à d'autres syndicats qui se veulent indépendants de l'État et du patronat.

Il faut rappeler qu'en 1996, quand les néo-zapatistes de l'EZLN[5] ont organisé la première rencontre « intergalactique » au milieu de nulle part avec des générateurs pour fournir l'électricité, des adhérents du SME se sont portés volontaires pour aller installer gratuitement l'électricité reliée au réseau national sur le lieu de la rencontre (en posant des demandes de congés à leur employeur !). Bel exemple de solidarité avec les revendications des indigènes du Chiapas.

Solidarité aussi avec deux autres syndicats perpétuellement en lutte avec les autorités : le syndicat des mineurs et celui des enseignants (CNTE). Un « pacte ouvrier » a été signé entre les trois organisations pour s'opposer à la « réforme » du travail proposée notamment par le PRI[6]. De même, le SME s'est opposé en son temps et avec succès à la tentative du gouvernement Calderón[7] de privatiser la compagnie pétrolière nationale Pemex.

On comprend donc l'intérêt pour les différents gouvernements de mettre au pas ces empêcheurs de privatiser en rond. Ça s'est traduit par la suppression pure et simple de LFC sur ordre du gouvernement, pour les motifs suivants : manque de rentabilité, alors que depuis des années ce même gouvernement organise des transferts de contrats au bénéfice de l'autre producteur d'électricité (CFE) ; abolition des « privilèges » des travailleurs de LFC qui ont des salaires trop élevés, et qui, comme les fonctionnaires qu'ils sont, ne « foutent pas grand-chose », éternelle rengaine serinée par les télés et toute la presse écrite aux ordres du gouvernement (exception faite du quotidien *La Jornada*).

Résultat des courses : plus de 44 000 travailleurs licenciés en 2009 ! Fait cocasse : quand les autorités ont envoyé l'armée et la police fédérale pour virer les salariés de leur poste de travail, ils ont tenté, dans un premier temps, de faire tourner l'entreprise avec des techniciens militaires puis des techniciens de la CFE qui se sont révélés incapables de faire fonctionner les installations de LFC. Le gouvernement a donc dû prendre une décision qui est une grande première : la réquisition des travailleurs licenciés (jusqu'à présent on ne connaissait que la réquisition des travailleurs en grève !).

Quand le « transfert des compétences » a pu être finalisé, les 44 000 licenciés le sont restés avec promesses de reclassement et indemnités conséquentes s'ils acceptaient ces propositions. Promesses qui, bien évidemment, ont été loin d'être tenues (seuls 20 % ont été concernés). À noter toutefois qu'environ 16 000 ex-salariés de LFC refusent toujours de signer ces « accords » et sont donc sans travail depuis maintenant dix-sept mois. Ce sont eux qui occupent aujourd'hui le Zócalo, et c'est le sens de leur combat. Comme nous l'explique Amada, une des grévistes, ce *plantón* se veut permanent et définitif jusqu'à ce

que le gouvernement réponde à leurs revendications : réouverture de l'entreprise publique LFC ; réincorporation à leurs postes de travail ; approbation du contrat collectif de travail ; reconnaissance du SME.

Dans ce but, ils occupent le Zócalo, défilent tout autour, y mangent et y dorment, expliquent inlassablement à la population de Mexico, comme aux touristes, le but de leur combat qu'ils n'imaginent pas autrement que victorieux. Ils rappellent que les accords du gouvernement avec des sociétés étrangères pour la fourniture d'électricité sont en contradiction avec la Carta Magna (Constitution mexicaine) ; que, depuis la privatisation, les factures d'électricité ont quadruplé (selon le Profeco[8]).

Les mots d'ordre, que l'on peut entendre en ce moment même au cœur de Mexico, sont les suivants : « *Que tout le peuple manifeste !* », « *Assez de violence !* », « *Assez de sang versé !* », « *Des solutions aux conflits concernant les mineurs, les travailleurs de l'électricité et les indigènes !* », « *À bas l'augmentation de la tortilla*[9], *de l'essence, du gaz et de l'électricité !* », « *Que Calderón rende des comptes avant de couler le pays !* », « *Liberté pour Miguel Marquez Ríos*[10] *et tous les prisonniers politiques !* »

Au moment de nous quitter, Amada et ses camarades nous offrent un étendard sur lequel on peut lire cette devise en forme de jeu de mots à partir de leur sigle : « *¡ SMEjor morir de pie y luchando que vivir 100 años de rodillas !* » (« Mieux vaut mourir debout et en luttant, plutôt que vivre 100 ans à genoux ! »)[11].

R. P.

1. Lire l'article de Jean-Pierre Petit-Gras dans *Le Monde libertaire* n° 1625.
2. Syndicat mexicain des travailleurs de l'électricité.
3. Luz y Fuerza del Centro (équivalent de notre EDF).
4. Président du Mexique (à la suite à une fraude électorale) de 1988 à 1994.
5. Armée zapatiste de libération nationale, mouvement influent dans la région des Chiapas.
6. Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir pendant soixante-quinze ans.
7. Actuel président du Mexique.
8. Organisme de défense des consommateurs.
9. Crêpe de maïs, base de l'alimentation des Mexicains : son prix a augmenté de 400 % en dix ans !
10. Militant syndicaliste emprisonné depuis le 21 novembre 2010.
11. Célèbre phrase attribuée à Emiliano Zapata (1879-1919) pendant la Révolution mexicaine (1910-1940). (*Ndlr.*)

Des Black Bloc avec des cerveaux

Qui étaient ces inconnus masqués ? Après être arrivé trop tard pour leur départ de Malet Street, j'ai finalement réussi à les retrouver à Tonto, à Piccadilly. Ils étaient le Black Bloc… J'avais entendu qu'ils s'étaient séparés du cortège principal de manifestants et qu'ils se dirigeaient désormais vers Charing Cross Road. Je ne pouvais que rester bouche bée devant leur arrivée – n'avaient-ils pas l'air sacrément beaux ? –, avec leurs drapeaux noir et rouge partout, masqués, criant, courant, confiants… et jeunes !

Ils ont chargé – à ce stade de la manifestation, le Bloc était énorme, peut-être 600 personnes – tête baissée à travers la ligne de policiers bloquant Regent Street et j'ai eu du mal à les suivre, ils étaient beaucoup trop rapide, y compris pour les flics boiteux. De toute façon, personne ne veut de son grand-père dans un Bloc. Ce fut la dernière action que je vis d'eux de toute la journée. On apprenait que ça pétait ici, puis là, et à nouveau ici, mais le temps que nous arrivions sur place, les oiseaux s'étaient envolés.

Le Bloc a fait tourner en rond les flics. Les plus expérimentés décrivaient « *un Black Bloc avec des cerveaux* » (« *Black Block with Brains* ») ou encore « *une hydre à plusieurs têtes* », frappant ici et là pour réapparaître finalement à des endroits complètement inattendus, comme les Vietcongs ! Mobilité, mobilité, mobilité… Les leçons étaient parfaitement apprises et les objectifs exemplaires. Mayfair [*Ndt* : un quartier très chic situé à l'ouest de Londres où l'on trouve beaucoup d'ambassades et de boutiques de luxe] a bel et bien été saccagé. Le concessionnaire Porsche, Le Ritz, Fortnam & Mason, des banques, des magasins de luxe. Ce

putain de Ritz Blitz, oh comment ai-je pu manquer ça ? J'ai vu des choses qui réjouissent le cœur d'un vieil homme, comme le slogan « guerre de classes » tagué sur les boutiques de luxe. C'était une guerre de classes, et les clients du Ritz se recroquevillaient de peur sur leurs sièges de luxe. Cameron [*Ndt* : Premier ministre britannique] l'a commencé, nous allons la terminer. Pas besoin d'excuses ce matin. Les flics vont encore être félicités pour un autre cafouillage. Combien de temps le vieil oncle Bob Broadhurst [*Ndt* : commandant responsable du maintien de l'ordre à Londres] survivra-t-il ? Selon ses propres mots, le Bloc a réussit son coup.

Ce n'est pas le rôle du Black Bloc de s'occuper des stratégies politiques concernant la place du mouvement anarchiste dans la lutte sociale. Le Bloc est une unité de combat tactique anarchiste temporaire. Il se forme pour une journée, puis il disparaît. Pour ce qui est de franchir le Rubicon, critère que j'ai souligné hier [*Ndt* : dans un autre article du blog], il n'en est rien. Il n'y a aucun espace à occuper. Il n'y a aucun motif pour que cela ait lieu. Mon idée d'occupation de Hyde Park a manqué de souffle pour avoir lieu. Les flics ont attaqué sans raison Trafalgar Square et l'ont évacué avec violence. Le mouvement a-t-il avancé ? J'en doute. Il n'y avait pas de relations ni de connexions avec les 400 000 manifestants de Hyde Park. Auparavant, le journal *Class War* était utilisé pour établir une sorte de passerelle entre la masse des manifestants et les anarchistes. Nous n'avons plus cette connexion, et nous devons trouver un moyen de la construire à nouveau. Vingt-cinq ans après « Stop the City », nous pouvons toujours lire les mêmes unes de journaux : « *Les anarchistes saccagent la ville* ». Sommes-nous revenus à l'action anarchiste annuelle ? Ou peut-on construire davantage cette fois ? Si c'est le cas, comment ? On aura peut-être le droit pendant un mois, dans *The Sun*, aux conneries comme « *les anarchistes menacent le mariage royal* », mais, une fois le mariage passé, qu'est-ce qu'il nous restera ? Comme pendant les émeutes de la Poll Tax, beaucoup de personnes du cortège principal auraient aimé rejoindre le Bloc, mais n'ont pas pu [*Ndt* : car elles n'avaient pas de contacts]. On ne peut pas faire seulement des actions entre anarchistes. Il nous faut trouver un moyen de nous rapprocher des autres camarades en lutte. Pour que le reste de notre classe prenne part au combat.

Ian Bone

Traduit de l'anglais par Guillaume Goutte

Lampedusa, un Guantanamo italien ?

Italie-Libye : petite chronologie

Voici une chronologie des rapports italo-libyens piquée dans *Le Monde* (web) du 23 mars 2011 :

« - *Octobre 1911 : intervention italienne contre l'Empire ottoman en Afrique du Nord. L'Italie prend le contrôle de ce qui constituera la Libye à l'indépendance, en 1951.*

- *Octobre 2002 : visite du président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, à Tripoli, alors sous le coup de sanctions internationales à la suite des attentats de Lockerbie et du Ténéré.*

- *Août 2008 : signature d'un traité d'amitié entre la Libye et l'Italie qui s'engage, pour solder les comptes de la colonisation, à investir dans les infrastructures libyennes. Ce traité comprend également des clauses pour encadrer l'émigration clandestine en provenance d'Afrique.* »

Gardons cela en tête et allons faire un tour sur la côte italienne.

Lampedusa : loin du rêve européen

Lampedusa, petite île italienne située entre Malte et la Tunisie, point d'entrée privilégié pour tous ces migrants en partance, majoritairement, de Gabès ou Zarzis (Tunisie) et voulant gagner l'Europe.

Lampedusa : 20 kilomètres carrés de superficie pour 6 000 habitants en temps « normal ». Or, ce seraient à ce jour (dimanche 27 mars 2011) pas loin de 11 000 personnes qui séjourneraient sur l'île. Le calcul est vite fait : 11 000 - 6 000 = 5 000 migrants ; arrivés jusqu'à présent principalement de la Tunisie, les réfugiés fuyant directement la Libye commencent à accoster à leur tour.

Le rapport avec la chronologie du début ? Il est simple : depuis le début des « hostilités », le colonel a fait savoir qu'il n'aiderait plus à surveiller les afflux de « clandestins » (le traité conclu en 2008 aurait entraîné, selon les autorités italiennes, la diminution de 94 % des débarquements clandestins en Italie, avec une politique de refoulement immédiat entre autres vers la Libye, pays garants des droits d'asile internationaux comme chacun le sait !), petit chantage supplémentaire en direction des dirigeants européens.

Les arrivées massives de réfugiés avaient été envisagées par les autorités italiennes qui se disaient prêtes à les accueillir « *avec l'aide de l'Europe* ». Mais, encore une fois, entre désaccords et propagande électorale, le gouvernement Berlusconi se montre incapable de gérer la situation (sorte de « déjà vu » depuis la gestion calamiteuse de l'après-tremblement de terre de l'Aquila). À moins qu'il ne faille voir là une volonté politique affichée de laisser pourrir la situation, comme le dénoncent déjà quelques Italiens, par une « criminalisation » médiatisée de l'arrivée de ces migrants venus pour trouver du travail et de quoi vivre (et faire vivre leurs familles). Et certains de calculer : 15 000 hommes et femmes arrivés à Lampedusa depuis le début de l'année à « diluer » dans une population de 60 millions d'habitants… « *Si on les avait accueillis décemment on ne les aurait pas vus ; mais alors adieu la propagande !* » (n'oublions pas tout ce que le gouvernement Berlusconi compte d'extrême droite dans ses rangs). Les mots employés même sont discriminants : on ne parle que de *clandestini*, « clandestins », statut qui, depuis 2009 en Italie est passible d'une peine d'amende allant de 5 à 10 000 euros et qui est, surtout, assortie de 180 jours de rétentions en CIE (Centro Identificazione et Espulsione = « Centre d'identification et d'expulsion », tout un programme). Ces mêmes CIE que les autorités italiennes déclarent déjà « complets ». L'alternative trouvée par le ministre de la Défense, Ignazio La Russa, a été de proposer l'utilisation de sites (désaffectés) de l'armée. 13 seraient déjà prévus (et les levées de boucliers des régions « accueillantes » se font de plus en plus fortes). En attendant, les 5 000 hommes et femmes « en trop » restant à Lampedusa s'arrangent comme ils le peuvent dans un campement à ciel ouvert où ils manquent de tout : soins, eau, nourriture, toilettes, abris… Les habitants de l'île, excédés, parlent même d'un « Guantanamo de la Méditerranée ».

Barbara
Groupe Bibliothèque La Rue de la Fédération anarchiste

Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

La Commune de Paris et les anarchistes

Maurice Joyeux

Article parru en 1970

De multiples organisations politiques ou humanitaires s'apprêtent à commémorer la Commune de Paris. Ces soixante-douze journées marquèrent la fin d'une époque qui fut celle des insurrections de caractère sentimental où la justice, le droit et la liberté eurent une part prépondérante et en verront naître une autre qui se voudra économique, rationnelle, scientifique.

Et même si, avant la Commune, Proudhon et Marx avaient déjà jeté les bases du mouvement révolutionnaire moderne, même si les réflexes sentimentaux et romanesques n'ont pas complètement disparu de nos jours, on peut prétendre que, née d'une liesse quarante-huitarde que dominèrent le tumulte, le débraillé et la barricade, la Commune s'achèvera dans une tentative d'organisation rationnelle de la société et par une tuerie qui serait la préface aux affrontements révolutionnaires modernes.

On connaît mal la Commune

Les hommes qui se réclament d'elle se bornent à populariser ceux de ses aspects qui coïncident avec leurs intérêts ou leur préoccupation politique du moment. Trop souvent, on prétend y voir l'aboutissement de desseins longuement médités, de réflexions théoriques mûries. Ce n'est pas vrai ! Et il n'est pas souhaitable que les anarchistes emboîtent le pas à des partis politiques qui se livrent à une démagogie effrénée et qui prétendent l'accaparer, car, en dehors de quelques avantages momentanés qu'une telle attitude procure, on risque d'ignorer les grandes leçons qui se dégagent de la Commune et qui justement tiennent à son caractère hybride, aux improvisations parfois géniales auxquelles il fallut recourir pour organiser la grande ville, aux ajustements parfois laborieux de théories contradictoires, alors que naît une économie nouvelle qui bouleversera la société romantique.

Et justement sur un palier différent, bien entendu, les classifications politiques et idéologiques comme les mutations économiques de notre époque sont similaires à celles qui secouèrent la fin du Second Empire. Nous vivons, comme les communards, une époque charnière, et plutôt que de ramener à soi ce qui appartient au passé, il est préférable de l'examiner objectivement afin d'en tirer les leçons profitables pour notre mouvement anarchiste.

L'insurrection du 18 mars est née en marge des organisations révolutionnaires, même si certains militants ouvriers y participent. Les blanquistes sont désorganisés par l'emprisonnement de leurs chefs. Les hommes de l'Internationale restent dans l'expectative. Seul ce qui reste du jacobinisme quarante-huitard sera mêlé à travers le Comité central à l'insurrection. C'est son esprit qui anime la Garde nationale. Les manifestations périodiques qui, depuis la chute de l'Empire, se succèdent et qui ont décapité le mouvement ouvrier et révolutionnaire ont donné aux Jacobins l'occasion d'une revanche contre cette bourgeoisie, libérale qui, après avoir été au pouvoir sous Louis-Philippe, pendant la IIe République et sous le Second Empire, s'apprête à confisquer la République.

Derrière Félix Pyat, Delescluze, Flourens et quelques autres, ils livrent une lutte sans merci à la République des Jules : Jules Simon, Jules Ferry, Jules Favre, etc.

Au cours de ces journées de mars décisives, qui précèdent l'insurrection, la Garde nationale a pris conscience de sa force, deux proclamations ont donné sa mesure : la première déclare : « *La Garde nationale ne reconnaît pour chefs que ses élus.* » la seconde : « *La Garde nationale proteste contre toute tentative de désarmement et déclare qu'elle y résistera au besoin par les armes.* »

L'instrument est en place. Pourtant l'émeute viendra de la rue.

Louise Michel nous a laissé un vivant récit de ces heures tragiques. Thiers a décidé de faire enlever les canons entreposés à Montmartre. L'alarme est donnée. Le comité de vigilance se réunit, mais écoutons la bonne Louise :

« *Dans l'aube qui se levait on entendait le tocsin ; nous montions au pas de charge, sachant qu'au sommet il y avait une armée rangée en bataille. Nous pensions mourir pour la liberté. On était comme soulevés de terre. Nous morts, Paris se fût levé. Les foules à certaines heures sont l'avant-garde de l'océan humain.*

La Butte était enveloppée d'une lumière blanche, une aube splendide de délivrance. La troupe fraternise avec le peuple, l'insurrection gagne Paris quartier par quartier, surprenant à la fois le gouvernement et le Comité central. Ce n'est que le soir que les membres du Comité central se décideront à passer à l'attaque et à occuper toute la ville alors que Thiers et le gouvernement fuient vers Versailles. »

Ces hommes, qui vont s'emparer de la ville, viennent de tous les horizons. Ils appartiennent à la petite bourgeoisie, à l'artisanat, au monde ouvrier alors à sa naissance. On ne trouve pas encore de militant ouvrier connu parmi eux en dehors de Varlin et de Pindy et quelques blanquistes, tels Ranvier, Brunel ou Eudes. Les grands noms sont soit en prison, soit en fuite, soit dans l'expectative. Le soir du 18 mars, le Comité central de la Garde nationale, qui a chassé l'État et s'est emparé du pouvoir, prendra le chemin de l'Hôtel de Ville qui est le chemin traditionnel où les révolutions de Paris trouvent leur consécration.

Les causes de la Commune de Paris

Cette journée de mars fut une journée réussie parmi d'autres qui ont auparavant échoué sans qu'on puisse bien clairement en expliquer les raisons, tant leur mécanisme fut le même avec leur part d'improvisation tardive, de préparation sérieuse et de chance. Mais, par contre, les causes de ce climat d'insurrection existaient en permanence depuis le coup d'État. La guerre, la défaite et le siège leur avaient conféré un caractère encore plus aigu.

Mais quelles sont donc les causes profondes de ce climat qui, à partir du 4 septembre 1870, jour où fut proclamée la déchéance de l'Empire et l'avènement de la IIIe République, suscita de nombreuses insurrections dont celle de mars fut le couronnement « heureux » ?

On peut, parmi d'autres, définir trois causes qui, d'ailleurs, coïncideront avec les trois grandes tendances politiques de la Commune : le patriotisme, le fédéralisme, le socialisme, et, s'il est vrai qu'en gros cela correspondait à des tendances du jacobinisme, du blanquisme et du proudhonisme, on aurait tort de croire que chez chacun des participants ces tendances seront nettement tranchées ; et c'est Lefrançais, qui appartient à l'Internationale, et qui, après la Commune, entretiendra des relations suivies avec l'Internationale anti-autoritaire de Saint-Imier qui nous apprend :

– Le dégoût et l'indignation, produits par l'ignoble conduite de la prétendue « défense nationale » durant le premier siège de Paris, furent certainement la principale cause de la Commune. Et il n'y a rien d'étonnant pour tous ceux qui se refusent à voir la Commune avec d'autres yeux que ceux de l'époque. L'esprit de la première Révolution française est encore puissant parmi le peuple parisien qui a un goût prononcé pour porter chez les autres la liberté à la pointe des baïonnettes.

Le pacifisme révolutionnaire amorcé par Proudhon dans un discours retentissant à l'Assemblée nationale, en quarante-huit, pour s'opposer à l'expédition de Pologne et la magnifique adresse de la section française de l'Internationale aux peuples en guerre n'ont pas encore pénétré profondément le petit peuple cocardier et chauvin, et le faubourg, qui vit son rêve des victoires de 93, pousse d'abord à la guerre puis à la résistance. Jules Vallès nous raconte dans *L'Insurgé* comment il sera comique victime de cet état d'esprit.

– Le deuxième facteur, une des causes principales de la Commune fut l'esprit fédéraliste communaliste, si l'on veut. Les autres, nous dit Eugène Pottier, voulaient que Paris nommant les municipalités, fût en possession de lui-même comme le sont les grandes villes des États-Unis.

Mais deux autres sentiments puissants vont pousser le peuple de Paris vers le fédéralisme.

Le premier, c'est le climat suscité par le siège, où, isolés du pays et du gouvernement qui prépare la capitulation, les Parisiens ont pris l'habitude de se considérer comme seuls à faire face à tous les problèmes que leur posait la lutte. Ce qui se traduira par une organisation administrative des arrondissements et la création de la Garde nationale. Enfin, le second, c'est l'esprit même du mouvement ouvrier interprété par la section française de l'Internationale et qui est dominé par les théories économiques de Proudhon.

– La troisième cause de la Commune c'est, nous dit Félix Pyat, un autre acteur de ce drame : la révolte prolétaire contre le capital, et, là encore, si les internationalistes armés par leur congrès paraissent les représentants les plus qualifiés des travailleurs et si ce sont eux qui, effectivement, prendront en main l'organisation économique, laissant aux Jacobins la défense et aux blanquistes la police intérieure, le miracle de la lutte au coude à coude, qui ne rapprochera jamais tout à fait les trois courants et qui donnera naissance à un homme révolutionnaire nouveau pour qui le fédéralisme sera l'élément de base.

Proudhon et Blanqui

Il est vrai que les hommes qui vont faire la Commune venaient d'horizons différents. Il est vrai que les causes de la Commune furent multiples. Il est vrai qu'à côté de militants chevronnés et connus, les élections enverront siéger sur ses bancs des inconnus et que, par conséquent le caractère créateur des refus et des choix spontanés joua un rôle important et pas toujours heureux, d'ailleurs.

Mais sitôt après les élections, lorsqu'il fut alors indispensable de construire et de se défendre, c'est l'esprit de deux grands absents qui va dominer la Commune : celui de Proudhon, mort en 1865, celui Blanqui emprisonné au fort du Hâ.

Ce sont des hommes comme Jourde, Varlin, Theisz, Lefrançais, Langevin, Benoît Malon qui vont faire vivre et organiser la ville, et, il faut lire et chaque révolutionnaire devrait lire dans le *Journal officiel de la Commune* ces séances de travail laborieuses où le sérieux a pris la place des fiestas romantiques.

Il faut lire l'affiche placardée par l'Internationale où, après avoir affirmé : « *L'indépendance de la Commune est le gage d'un contrat dont les clauses librement débattues feront cesser l'antagonisme des classes et assureront l'égalité sociale* », définissait un programme d'action où l'on sent à chaque instant la présence de Proudhon.

La commission militaire, par contre, où siégera seulement un internationaliste proudhonien, sera composée de Jacobins et de blanquistes : Flourens, Bergeret, Anvier, Eudes, Duval, etc. Et lorsque la situation militaire s'aggravera, le fossé se creusera entre les

deux dominantes de la Commune pour éclater lors de la création d'un Comité de Salut public, réminiscence des grandes heures de quatre-vingt-treize.

Les Jacobins et les blanquistes l'emporteront et les internationalistes de tendance anarchiste se retireront. Au cours de la séance orageuse, le blanquiste Pyat et l'internationaliste Benoît Malon s'opposeront violemment et la polémique se continuera à travers *Le Cri du Peuple* de Jules Vallès et *Le Vengeur* d'Eudes.

La proclamation de la minorité contre la constitution d'un Comité de Salut public restera éternellement vraie pour les anarchistes.

« Considérant que l'institution d'un Comité de Salut de public aura pour effet essentiel de créer un pouvoir dictatorial qui n'ajoutera aucune force à la Commune, attendu que cette institution serait en opposition formelle avec les aspirations politiques de la masse électorale dont la Commune est la représentation, attendu en conséquence que la création de toute dictature par la Commune serait de la part de celle-ci une véritable usurpation de la souveraineté du peuple, nous votons contre ! Andrieu, Langevin, Odtyn, Vermorel, V. Clement, Theisz, Serraillier, Avrial, Malon, Lefrançais, Courbet, Girardin, Clémence, Arnoult, Beslay, Vallès, Jourde, Varlin. »

Nous retrouverons au bas de ce texte le nom de tous les internationalistes, excepté celui de Frankel qui est le seul marxiste et qui se joindra aux blanquistes et aux Jacobins, et il suffit de regarder les noms des hommes qui formeront le Comité de Salut public pour constater qu'à travers les épreuves de la Commune sont nées les deux expressions différentes du socialisme qui vont marquer le mouvement ouvrier moderne. Parmi ces noms on retrouve ceux de Ferré, de Frankel, de Pyat, de Delescluze, d'Eudes, de Billioray, de Dupont, de Rigault, de Ranvier, de Vaillant.

Les anarchistes et la Commune de Paris

Même si leur contenu actuel est notoirement différent de ce qu'il fut alors, on peut dire que la Commune de Paris a marqué l'anarchisme, le socialisme révolutionnaire et le syndicalisme alors à leurs débuts. Seul le jacobinisme ne tirera aucun profit de l'aventure sanglante de ces dix semaines. Trop des siens se trouvaient sous le visage de conciliateurs dans le camp des Versaillais, et loin d'être vivifié par la grande aventure révolutionnaire, il sombrera dans un parlementarisme abêtissant avant de devenir le parti radical, père nourricier de toutes les combines équivoques.

Le marxisme, lui, n'aura aucune influence sur la Commune.

Marx, qui méprise les ouvriers parisiens et spécialement les membres de l'Internationale, les a pendant la guerre abreuvés d'insultes et s'est réjoui de la victoire du militarisme allemand. Certes, après l'écrasement, il s'apercevra de la popularité de la révolution parisienne et il se rattrapera dans un livre : *La Guerre civile en France*, probablement le meilleur de ses ouvrages où il justifiera la Commune et les internationalistes, pas pour longtemps d'ailleurs, car le naturel reprenant le dessus il tonnera contre son gendre Charles Longuet, un communard, qu'il accusera d'être resté un proudhonien impénitent. Il est vrai qu'il fera à son autre gendre, Lafargue, un autre reproche : celui d'être resté un blanquiste. Proudhon a donné au mouvement anarchiste une doctrine économique. Les hommes de l'Internationale feront passer cette doctrine dans des réalités concrètes. Bakounine avait marqué l'Internationale qui avait ajusté l'économie proudhonienne sur les méthodes de lutte de classe. Cependant, il n'aura guère d'influence sur le déroulement des événements, excepté en province et plus spécialement à Lyon, et paradoxalement c'est plus tard que les effets de la Commune se feront sentir au sein du communisme libertaire.

Mais dans les luttes qui précéderont la Commune, comme pendant les journées révolutionnaires, des hommes comme Élisée et Élie Reclus, comme Paul Robin, des femmes comme Louise Michel, comme Andrée Léo feront leur apprentissage et seront à la base du renouveau de l'anarchie quelques années plus tard. Les hommes de la Commune sentent confusément la vérité, leur vérité, qui se révèle en eux.

Après la Semaine sanglante, en exil à Londres, à Bruxelles, à Genève, ils vont réfléchir, analyser ce que furent les moyens et les buts de la Commune de Paris. Et c'est de ces réflexions que sortira le grand schisme de l'Internationale à La Haye et, extraordinaire coïncidence, l'éclatement de la Première Internationale suivra étrangement la courbe de celui de la Commune et les hommes qui avaient refusé le Comité de Salut public rejetteront Marx et rejoindront la Fédération jurassienne pour former l'Internationale anti-autoritaire.

Il suffit de rappeler ici certains noms pour voir toute l'importance de la Commune et de la section française de l'Internationale dans la formation du mouvement anarchiste moderne. Je cite au hasard : Séraillier, B. Malon, Lefrançais, Jourde, Avrial, Courbet, Pindy, Vesinier, Vermorel, auxquels viendront s'ajouter : Guillaume, Kropotkine, Louise Michel, Paul Robin, Élisée Reclus, Malatesta et beaucoup d'autres. Les internationalistes qui firent la Commune furent proudhoniens.

Après la Commune, sous l'influence de Bakounine, ils fonderont la Première Internationale anarcho-syndicaliste d'où sortira le mouvement anarchiste moderne.

La Commune dans l'histoire

Il est délicat de porter un jugement sur la Commune, encore que ce soit avec les dates et les grands hommes le travail « important des historiens ». De toute façon, on ne peut pas détacher la Commune de son contexte politique et social dont j'ai essayé de mettre en relief quelques aspects importants pour les anarchistes.

Disons que ce qui domine la Commune de Paris comme, d'ailleurs, le mouvement ouvrier révolutionnaire de cette moitié de siècle, c'est la confusion et la naïveté. La confusion est due à ce brassage économique profond qui, en marge des luttes politiques, bouleverse l'économie et s'apprête à créer un homme différent à travers un clivage entre des classes nouvelles. Le patriotisme, le socialisme utopique, le chartisme, le syndicalisme, l'anarchisme à travers Proudhon et Bakounine, le christianisme social, le classicisme dans les lettres et les arts, le romantisme, ce qui n'est pas tout à fait hier et qui n'est pas encore aujourd'hui, se mêlent profondément en s'entrechoquant.

Époque charnière difficilement analysable où le caractère des hommes qui se forme influe directement sur la marche des choses. La naïveté est justement la preuve que, dans la balance, le tumulte des sentiments l'emporte encore sur la froide analyse des réalités. Les hommes se grisent de phrases où le bon droit, la justice, la loi l'emportent sur les réalités concrètes.

Rien ne pouvait encourager un esprit froid à se lancer dans l'aventure, et cette vieille canaille de Marx l'avait bien compris qui conseillait à ses amis de rester tranquillement fidèles à la « République des Jules » du 4 septembre. La campagne était réactionnaire, une armée ennemie campait aux portes de Paris, la bourgeoisie d'affaires qui avait fui possédait tous les rouages économiques dans ses blanches mains, les libéraux, effrayés, se retiraient à Versailles, justifiant la trahison d'une fraction importante de la population parisienne, les intellectuels de gauche avaient (déjà) déserté, les militaires avaient suivi, les fonctionnaires aussi.

Non, rien, vraiment, ne pouvait engager un esprit logique dans Paris révolutionnaire. Pourtant, et il suffit d'avoir lu leurs proclamations pour en être intimement persuadé : les hommes de la Commune ont vraiment cru possible leur victoire.

Oui, ils furent naïfs !

Et finalement, ils eurent raison car, contre toute évidence, la victoire eût été possible si, au lieu de tomber dès les premières heures sur un alcoolique à moitié fou, le colonel Langlois, ils avaient placé à la tête de la Garde nationale un homme énergique qui, dans la nuit, eût enlevé les forts, pris Versailles et enfermé M. Thiers.

Naturellement, on ne refait pas l'histoire, on profite simplement de l'enseignement qu'elle nous apporte, et la Commune de Paris qui marqua d'un coup de reins une période économique en pleine gestation, peut être riche d'enseignements pour notre époque à la condition de laisser de côté les images d'Épinal et d'étudier avec sérieux les mouvements qui la projetèrent en avant. **M. J.**

La Commune de Marseille

Bombardement de la Commune de Marseille le 4 avril 1871

René Bianco

On a beaucoup écrit sur la Commune, et en particulier sur la Commune de Paris. Pas assez peut-être, car les Communes de province sont trop souvent méconnues et même, les répercussions du mouvement communaliste à l'étranger, soit sous l'aspect des poursuites intentées aux communards ou aux internationaux, soit sous l'angle de l'interprétation et de l'utilisation politique, scientifique et sociologique, sont laissées dans l'oubli le plus complet.

La tentative des 7 et 8 août 1870

Dès le lendemain de la défaite de Forbach, une grande agitation se manifeste à Marseille. 40 000 personnes ayant à leur tête Gaston Crémieux, Naquet, Brochier, Rouvier et quelques autres manifestent devant la préfecture. L'arrestation d'Alfred Naquet provoque une recrudescence de colère et aussitôt se forme un Comité central d'action révolutionnaire, la foule occupe bientôt la mairie et les membres du Comité sont portés au pouvoir sous les acclamations populaires.

Ce Comité, comprenant surtout des membres de l'Internationale (en l'absence de Bastelica, la section marseillaise reçut très vraisemblablement les ordres directs de Bakounine) et quelques républicains radicaux, et présidé par Gaston Crémieux, se trouve ainsi à la tête d'un pouvoir révolutionnaire issu du peuple.

Malheureusement, ses délibérations sont de courte durée, car une escouade de policiers, dispersant la foule aussi prompte à s'enthousiasmer qu'à devenir d'une passivité extrême, bloque les insurgés dans la mairie et, après un court échange de coups de feu, capture les membres du Comité.

Les prisonniers, au nombre d'une trentaine environ, sont enfermés au fort Saint-Jean et entassés dans un cachot puant.

Le 10 août, sur ordre de l'impératrice régente, l'état de siège est proclamé et le 27 ils sont jugés.

Deuxième tentative d'insurrection révolutionnaire

1er novembre 1870

Le préfet Esquiros s'oppose à Gambetta et au gouvernement provisoire. Au Conseil municipal un affrontement se produit entre les modérés et les révolutionnaires et très vite, la Garde nationale (bourgeoise) commandée par le colonel Marie va s'opposer à la Garde civique et à l'Internationale.

La réaction populaire est immédiate et spontanée, l'hôtel de ville, défendu par les gardes nationaux, est occupé et la Commune révolutionnaire est proclamée aussitôt. Un comité d'une vingtaine de membres est formé qui représente toutes les nuances de l'opposition radicale et socialiste parmi lesquels plusieurs membres de l'Internationale dont Bastelica, Chachouat, Job, Cartoux, etc.

Le général Cluseret qui vient d'arriver à Marseille après l'échec de la Commune de Lyon se joint bientôt à eux, et la Commune prend l'héritage de la Ligue du Midi. Mais Esquiros qui jouit de l'estime populaire se retire (son fils atteint de typhoïde meurt et ce deuil l'abat profondément) ; il est remplacé par Alphonse Gent qui, à la faveur des circonstances (un attentat manqué contre lui qui soulève la réprobation générale) va reprendre le pouvoir en main pour le compte du gouvernement et écarter tous ceux qui pouvaient raffermir la volonté populaire.

Le 13 novembre, le préfet télégraphie à Gambetta que « *l'ordre tout entier règne à Marseille* »

La Commune révolutionnaire de Marseille (23 mars/4 avril 1871)

Le 21 mars 1871

Une dépêche télégraphique du préfet, le contre-amiral Cosnier indique : « *Marseille est tranquille. Tous les rapports qui m'arrivent sur l'état des esprits dans le département sont rassurants.* »

Le 22 mars

La proclamation de Thiers, flétrissant l'insurrection parisienne et exhortant à l'union est affichée sur les murs de la ville. Cette proclamation qui parle en termes favorables de Canrobert et de Rouher apparaît aux Marseillais comme une traîtrise et, le soir

même, devant plus de 1 000 personnes, Gaston Crémieux prononce un discours extrêmement violent :

« Le gouvernement de Versailles a essayé de lever sa béquille contre ce qu'il appelle l'insurrection de Paris, mais elle s'est brisée entre ses mains, et la Commune en est sortie. Ainsi, citoyens, les circonstances sont graves. Avant d'aller plus loin, je veux vous poser une question. Quel est le gouvernement que vous reconnaissez comme légal ?

Est-ce Paris ? Est-ce Versailles ?

Toute la salle unanime, crie : "Vive Paris !"

— À ces cris unanimes qui sortent de vos mille poitrines, nous nous unissons et nous crions : "Vive Paris !" Mais ce gouvernement va être combattu par Versailles. Je viens vous demander un serment, c'est celui de le défendre par tous les moyens possibles, le jurez-vous ?

— Nous le jurons !

— Et nous aussi, s'il faut combattre, nous nous mettrons à votre tête. Nous serons obligés de le défendre dans la rue. Rentrez chez vous, prenez vos fusils, non pas pour attaquer, mais pour vous défendre… »

Le 23 mars

Le contre-amiral Cosnier organise une contre-manifestation en faveur du gouvernement de Versailles, mais depuis l'aube, les gardes nationaux des quartiers populaires s'étaient rassemblés, et une foule immense se regroupe autour d'eux.

La préfecture est envahie, les autorités destituées, une commission départementale est formée, présidée par Crémieux et comprenant 12 membres. Elle représente équitablement les diverses fractions de l'opinion publique : les radicaux avec Job et Étienne, l'Internationale avec Alérini, la Garde nationale avec Bouchet et Cartoux, et trois membres délégués par le conseil municipal.

La Commission déclare : *« À Marseille, les citoyens prétendent s'administrer eux-mêmes, dans la sphère des intérêts locaux. Il serait opportun que le mouvement qui s'est produit à Marseille fût bien compris, et qu'il se prolongeât. Nous voulons la décentralisation administrative avec l'autonomie de la Commune, en confiant au conseil municipal élu dans chaque grande cité les attributions administratives et municipales. »*

Le 26 mars

Le général Espivent de la Villeboisnet, officier réactionnaire et clérical s'il en fut, qui s'était réfugié à Aubagne avec ses troupes, et qui calque sa conduite sur celle de Versailles, proclame le département des Bouches-du-Rhône en état de guerre.

Le 27 mars

Le conseil municipal (composé de républicains modérés et bourgeois) rompt avec le conseil départemental. Cette rupture accroît les difficultés matérielles auxquelles devait faire face la Commune après le départ de nombreux fonctionnaires.

Le 28 mars

Arrivée à Marseille de trois représentants en mission envoyés par la Commune de Paris (May, Amouroux et Landeck). Malheureusement, ils sont tous trois incapables et vont s'immiscer dans les affaires marseillaises, portant de graves préjudices à l'action locale.

Le 1er avril

Le conseil municipal est dissout.

Le 3 avril au soir

Espivent fait marcher ses troupes (6 000 à 7 000 hommes) sur Marseille. Il a l'appui de trois navires qui croisent au large du port.

En pleine nuit, les soldats parcourent les 17 km qui les séparent de Marseille.

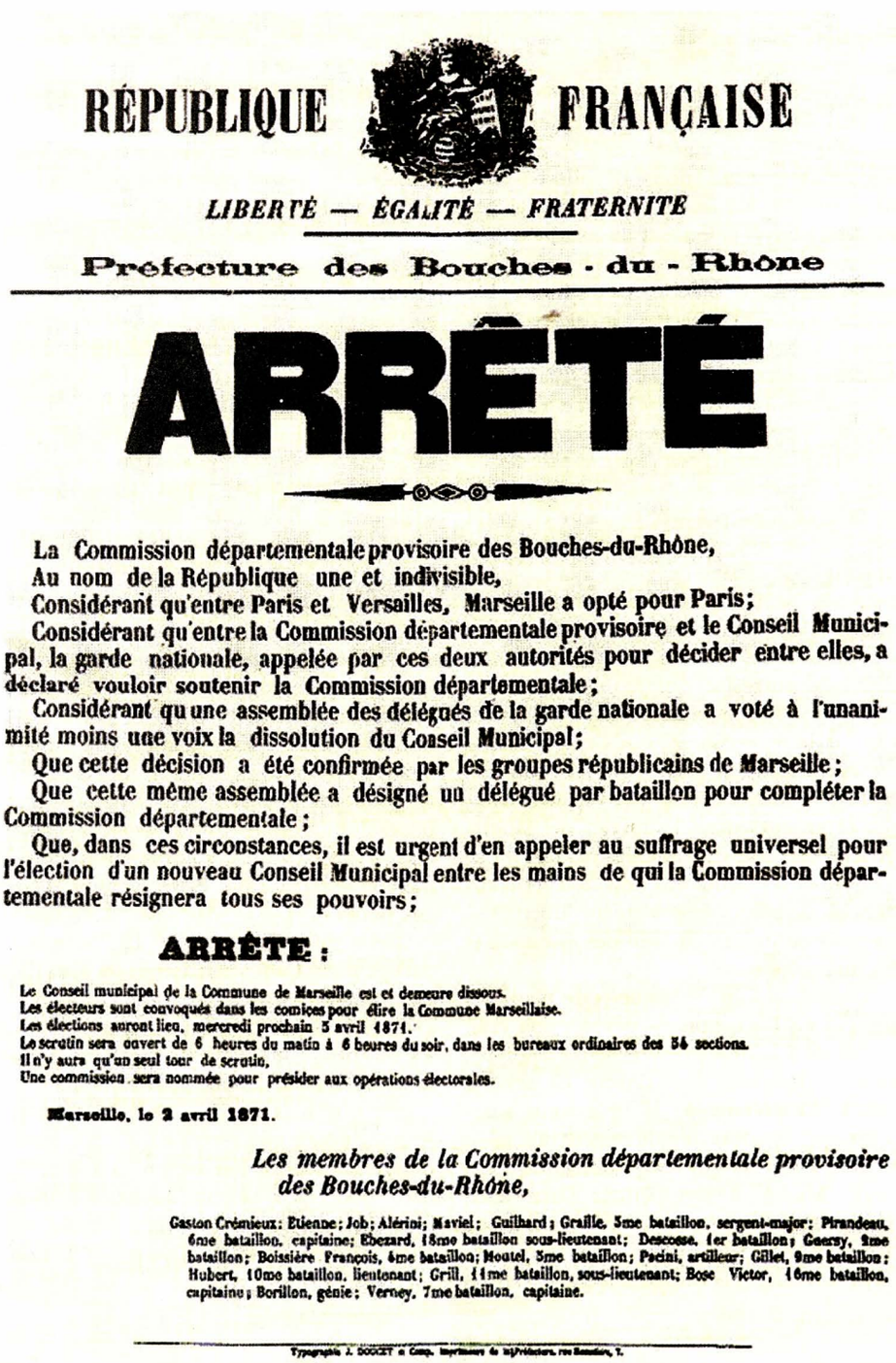
Pendant ce temps, des barricades sont dressées autour de la préfecture et quelques hommes se rassemblent. Les soldats d'Espivent prennent la gare, le fort Saint-Nicolas et le fort de Notre-Dame-de-la-Garde, ils effectuent un mouvement d'encerclement complété par le débarquement des marins. Pourtant, la population réagit.

Une foule immense, armée en partie et tumultueuse se réunit. Deux bataillons d'infanterie fraternisent, levant leurs chassepots en l'air aux applaudissements de la foule.

Mais Espivent, après avoir reçu sèchement Crémieux, venu parlementer, fait bombarder la ville (300 obus tomberont sur la préfecture). Les combats acharnés se déroulent jusqu'au soir et la préfecture est finalement investie par les marins.

La Commune de Marseille avait vécu, la répression cléricale et réactionnaire allait s'exercer impitoyablement jusqu'en 1875.

R. B.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

Préfecture des Bouches-du-Rhône

ARRÊTÉ

La Commission départementale provisoire des Bouches-du-Rhône,
Au nom de la République une et indivisible,
Considérant qu'entre Paris et Versailles, Marseille a opté pour Paris;
Considérant qu'entre la Commission départementale provisoire et le Conseil Municipal, la garde nationale, appelée par ces deux autorités pour décider entre elles, a déclaré vouloir soutenir la Commission départementale;
Considérant qu'une assemblée des délégués de la garde nationale a voté à l'unanimité moins une voix la dissolution du Conseil Municipal;
Que cette décision a été confirmée par les groupes républicains de Marseille;
Que cette même assemblée a désigné un délégué par bataillon pour compléter la Commission départementale;
Que, dans ces circonstances, il est urgent d'en appeler au suffrage universel pour l'élection d'un nouveau Conseil Municipal entre les mains de qui la Commission départementale résignera tous ses pouvoirs;

ARRÊTE :

Le Conseil municipal de la Commune de Marseille est et demeure dissous.
Les électeurs sont convoqués dans les comices pour élire la Commune Marseillaise.
Les élections auront lieu, mercredi prochain 5 avril 1871.
Le scrutin sera ouvert de 6 heures du matin à 6 heures du soir, dans les bureaux ordinaires des 54 sections.
Il n'y aura qu'un seul tour de scrutin.
Une commission sera nommée pour présider aux opérations électorales.

Marseille, le 2 avril 1871.

Les membres de la Commission départementale provisoire des Bouches-du-Rhône,

Gaston Crémieux; Etienne; Job; Alérini; Maviel; Guilhard; Graille, 3me bataillon, sergent-major; Pirandeau, 6me bataillon, capitaine; Ebezard, 18me bataillon sous-lieutenant; Descosse, 1er bataillon; Gaersy, 2me bataillon; Boissière François, 4me bataillon; Moutel, 5me bataillon; Pacini, artilleur; Gillet, 9me bataillon; Hubert, 10me bataillon, lieutenant; Grill, 14me bataillon, sous-lieutenant; Bose Victor, 16me bataillon, capitaine; Borillon, génie; Verney, 7me bataillon, capitaine.

Typographie J. DOGGET et Comp. Imprimeurs de l'Préfecture, rue Saudade, 7.

Chaud devant, le drapeau noir flotte sur la marmite

Après *Les Égorgeurs* et deux *Trous de mémoire*, Benoist Rey nous offre un livre de cuisine pas ordinaire. Entre ses recettes pour cuisiner la tête de veau à la Ravachol ou le g'boma togolais, le cuistot libertaire a finalement écrit un petit manuel de résistance à la morosité. Attention, cuisine anarchiste ! À consommer sans modération…

La couverture, signée Siné, donne le ton. Le plus drôle, c'est que Benoist Rey commence son livre de cuisine par la recette correspondante. Ainsi nous dévoile-t-il son vieux rêve. « *Cuire dans la même marmite un curé ensoutané, mitré de préférence et un militaire de haut rang, en grand uniforme (un riz-pain-sel si possible). Sans les vider ni les peler.* » Les conseils du (non) chef suivent. « *Démarrer à l'eau froide un court-bouillon de légumes. Quand arrive l'ébullition, réduire le feu. Assaisonner selon son goût. Surtout ne pas remuer. Laisser cuire longtemps, longtemps. Quand le sabre et le goupillon sont cuits, le curé et le militaire aussi. Servir chaud ou froid, selon la saison. On peut décorer les plats avec des hosties et des médailles.* »

Bon, ce n'est pas avec ce genre de festin que Benoist Rey passera dans l'une de ces émissions de cuisine télévisées à la mode. Et c'est très bien comme ça. Que les gastronomes se rassurent, *Mieux vaut boire du rouge que de broyer du noir* ne contient pas que des recettes cannibales surréalistes dignes des meilleures farces anticléricales et antimilitaristes. Testées à La Marmite, restaurant que l'auteur a tenu rue du Théâtre à Paris (où Jean Giraud, Bridenne, Michel Foucault… venaient manger et boire), dans l'auberge de Montfa (Ariège) qui a aussi vu défiler pas mal d'olibrius, chez les nombreux amis d'ici et d'ailleurs ou dans les rassemblements libertaires, ses recettes ont rempli bien des estomacs et des discussions.

C'est dans l'un de ces lieux de perdition que j'ai eu l'occasion de dévorer son chili con carne à la mode de Merlieux. Merlieux, c'est un petit bled dans l'Aisne. Là, sévit le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste qui organise régulièrement un salon du livre libertaire qui brasse une foule d'auteurs (Michel Ragon, Didier Daeninckx, Gérard Mordillat, Jacques Tardi, Jean-Pierre Levaray…) et de visiteurs. Le samedi soir, après la remise folklorique du Grand Prix Ni Dieu Ni Maître, c'est banquet général. Ce qui explique que Benoist Rey, le (non) maître du gueuleton, nous livre son secret de fabrication pour… trois cents convives anarchistes affamés. Charge à vous de diviser les proportions pour les ramener à une juste mesure puisque le cuistot part sur la base de trente kilos de haricots rouges secs, de vingt kilos de poitrine de bœuf désossé et dix kilos de poitrine de porc, de dix kilos d'oignons jaunes, d'un kilo d'ail et de trente kilos de tomates. Sans oublier, en fin de cuisson, le « secret » : ajouter trois kilos de chocolat noir et trois kilos de miel toutes fleurs. Servez en chantant *Le Triomphe de l'anarchie* et vous aurez les clefs qu'il faut pour changer la vie et, dans la foulée, changer le monde.

Au fil des pages organisées comme un « vrai » livre de cuisine (entrées, plats de résistance, fromages, desserts…), on tombe sur une multitude d'anecdotes, de rencontres amicales et amoureuses, de situations drôles ou pas. Les copains (et copines) peuplent les chapitres de l'humaniste gourmand. Un détour par l'île d'Oléron était inévitable pour saluer la mythique églade (ou éclade) de Jean-Marc Raynaud. Tous les souvenirs mènent à la bouffe. Les plats sont souvent simples (œufs cocotte, os à moelle, salade de pissenlits, cuisine des restes…), mais, comme dirait Léo Ferré, toujours fourrés avec des tonnes de sentiments. L'andouillette en papillotes, la caille rôtie au foie gras, les joues de porc au gingembre, le lapin à la moutarde… mettent l'eau – et le vin – à la bouche. Parce qu'en matière de pinard, Benoist Rey en connaît plus d'un rayon. Tous ses plats sont bien arrosés avec de précieuses bouteilles qu'on ne trouve pas au supermarché. Enfin, d'autres gourmandises épicées mettent le sourire aux lèvres. Comme la tarte aux poils…

Celui qu'on surnommait La Poubelle au collège parce qu'il finissait tous les plats de la cantine n'a pas perdu son appétit. Jeune, il avait si faim que ses amis assuraient qu'il aurait mangé un curé mort depuis quinze jours. Devenu un solide gaillard, après avoir digéré quelques mauvais fruits verts et pas mûrs, notamment pendant la guerre d'Algérie, Benoist Rey dévore la vie par les deux bouts. Il a raconté quelques épisodes dans les deux tomes des *Trous de mémoire*. Avec *Mieux vaut boire du rouge que broyer du noir*, le cuisinier autodidacte a mitonné un ouvrage qui donne faim et soif… de vivre.

Paco

Benoist Rey, *Mieux vaut boire du rouge que broyer du noir*, Éditions libertaires, 2011.
Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011, Paris.

c'est pas du cinoche !

Le Cercle rouge

NPA en berne suite aux cantonales, et Front de gauche en train de voler la vedette aux ex-LCR. Si les appels du pied répétés du NPA aux libertaires n'ont séduit que peu de monde à part quelques égarés ou opportunistes en mal de stratégies tordues, on peut cependant presque tomber d'accord avec Mélenchon qui déclare, en parlant des politiciens au pouvoir : « *Qu'ils s'en aillent tous !* », mais à une nuance près, et de taille : que ni lui ni d'autres ne les remplacent…

La Folie des grandeurs

Encore ! Nous avons encore gagné les élections ! Quelle victoire écrasante ! Nous, les abstentionnistes, représentons 55,19 % des inscrits : si on rajoute les gens même pas inscrits, et ceux qui ont voté blanc ou nul, ça nous fait un beau paquet de monde. Reste à savoir si les abstentionnistes sont des abstentionnistes anarchistes, donc révolutionnaires. Eh bien non, parce que si on était aussi nombreux, ça fait longtemps qu'on aurait fait tomber le système. Mais bon, nous avons tout de même bien plus de légitimité à fanfaronner un peu que les politicards qui, avec leurs quelques maigres résultats, jouent à faire les malins. Voilà donc une bonne occasion de rappeler que l'abstention ne se suffit pas à elle-même : il faut lutter !

Sans nouvelles de Dieu

Avec le débat sur la laïcité, c'est finalement le débat qui fait débat. Pour notre part, les choses sont claires : pouvoir et religions sont les deux mâchoires du même piège ! Pouvoir et religions hors de nos vies !

Douce France

Alexandre Gabriac, candidat FN aux dernières élections et chef de file du FNJ Rhône-Alpes, a été exclu de son parti, puisque le FN est en recherche de respectabilité. En effet, des photos de lui un peu gênantes ont été publiées sur internet : on le voyait faire des saluts nazis devant des drapeaux à croix gammée. Il a bien sûr prétexté des montages photos venant des vilains gauchistes de *Réflex* (le magazine antifasciste qui a fait ces révélations), mais le bobard n'a pas pris.

Bibo

Théâtre social

Les Peintres au charbon de Lee Hall

Un spectacle remarquable aux Artistic Athévains : *Les Peintres au charbon*, de Lee Hall, scénariste de *Billy Elliot* (film sur la vocation de danseur d'un fils d'ouvrier).

Des mineurs regroupés en association doivent bénéficier d'une formation culturelle dans l'Angleterre du début du XXe siècle : en remplacement d'un stage d'économie, on leur propose un stage d'art.

Il se produit alors un bond subversif : brûlant l'étape de la culture non reçue et des interrogations qui l'accompagnent, les mineurs deviennent artistes ! Ce qui n'est pas sans évoquer, sur le plan pédagogique, *Le Maître ignorant* de Jacques Rancière.

La démarche est éminemment politique. À travers toutes les naïvetés et les régressions possibles des uns et des autres, liées à l'enfermement dans leur condition (celle des mineurs comme celle de l'enseignant et des amateurs d'art), une aventure artistique se développe, jusqu'à la réalisation et l'exposition d'œuvres appréciées par des gens exigeants, dont une riche collectionneuse, mais aussi ce professeur moderniste influencé par le socialisme montant et qui pense que chacun, ouvrier ou bourgeois, a un potentiel créatif que ses conditions de vie lui donneront, ou non, l'occasion de développer.

Cette problématique essentielle donne lieu à un feu roulant d'interrogations et de commentaires de la part des peintres qui constituent un éventail représentatif de la classe ouvrière : un gazé de la guerre de 14 devenu mécanicien-dentiste, un militant marxiste dont la langue de bois s'assouplit en cette expérience, un jeune chômeur, un mineur qui, pour ne pas trahir sa classe et l'engagement collectif, refuse la proposition de rente que lui fait la mécène.

À travers leur expérience de l'art, leurs expositions et la fréquentation de celles des autres, leur bon sens un peu étroit s'ouvre sur une intelligence émerveillée des grandes œuvres – notamment celle de Van Gogh.

Ils iront au bout de leur chemin, et obtiendront finalement la jouissance de l'atelier qui, lors de la Seconde Guerre mondiale, avait été réquisitionné. Ce lieu, avec son règlement, devient le symbole d'une vie artistique reconnue, parallèle à l'alimentaire, mais non marchande.

Sont en effet admirablement posés les rapports entre art et argent, entre la valeur de l'œuvre et celle du travail « ordinaire » : un des peintres refusant les trois livres que la collectionneuse veut lui donner de sa première toile, prêt à la lui céder pour rien, la somme étant finalement versée au collectif. Ce thème de la socialisation des gains ressurgit au moment où le plus talentueux pourrait se faire « salarier » comme peintre.

Une critique de l'art se développe simultanément : querelle de la figuration et de l'abstrait, de la technique et de l'expression, du labeur et du don, de l'authenticité et de l'imposture.

La pièce se termine par la confection d'une banderole de manif avec une fresque sur une face et un hommage au socialisme de l'autre.

Tout cela soutenu par une mise en scène dépouillée et efficace : des panneaux constituant un paravent géant et transformable (du compartiment de train à la salle de musée) manœuvré par les acteurs, et des projections de peintures célèbres, sur fond de musiques locales et d'explosions de grisou, puis de bombes.

Une création étonnante par les temps qui courent, pleine de vitalité et d'humour, rondement servie par les acteurs suisses et français (la Compagnie du Passage et Marion Bierry), autour d'un texte subtil dans sa didactique, où deux heures durant ne se ressent nulle chute de tension.

Marie-Claire Calmus

La Fédération anarchiste est toujours présente en Haute-Vienne (87) à Limoges mais le groupe porte désormais le nom suivant : **groupe le Cri du Peuple**.
et reste joignable par email : limoges@federation-anarchiste.org

Radio libertaire

Jeudi 7 avril

Chronique hebdo (08 h 00) Pièce et Main d'œuvre est un atelier de bricolage pour la construction d'un esprit critique. Avec nous pour expliquer comment la technologie n'est que la continuation de la guerre… le gouvernail par lequel le pouvoir pilote et dirige le troupeau des sans-pouvoirs.

Radio cartable (14 h 00) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Si vis pacem (18 h 00) Michel Valette : pour un printemps qui chante sans Otan.

Entre chiens et loups (20 h 30) Tendance morne plaine. Exploration des arts libertaires, sonores et musicaux.

Vendredi 8 avril

Les oreilles libres (14 h 30) Musiques engagées. Nous recevrons Martine Lusardy, directrice de la Halle Saint-Pierre et commissaire de l'exposition « Sous le vent de l'art brut ». Également parmi nous, Éric Cordier, musicien et organisateur, dans ce même cadre, du festival « Musiques brutes et électroacoustiques ».

La grenouille noire (21 h 00) Émission écolo-libertaire.

Samedi 9 avril

Réveil Hip Hop (23 h 00) Culture rap.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00) Comme son nom ne l'indique pas.

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Retour de Cuba. Avec Daniel Pinos et Karel Negrete.

Bulles noires (17 h 00) Émission 100 % cinéma d'animation.

« Orpheas antissa, les jardins d'Orphée » (21 h 00) Émission consacrée à l'ouvrage *Éloge des jardins anarchiques*, livre/DVD, rencontre avec l'auteur Bruno Montpied (éditions L'insomniaque), mais aussi le réalisateur Rémy Ricordeau. C'est un travail de collectage de cet art se revendiquant autodidacte, singulier, spontané, né dans les jardins populaires et anarchiques, constitué d'articles rédigés depuis vingt ans par Bruno Montpied, spécialiste de cet art, enthousiaste de la création populaire dès la première heure.

Dimanche 10 avril

Le Mélange (17 h 00) L'émission de toutes les musiques.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) Légalisons le cannabis ! La joyeuse équipe du Circ traitera en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Rudies back in town (22 h 00) Approche sociopolitique du mouvement skinhead international.

Lundi 11 avril

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 h 00) Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Sylvie et Laurent.

Ondes de choc (14 h 30) Exceptionnellement a partir de 13 h 30 ! *Scènes de chasses en Bavière*, mise en scène Nicole Gros : pièce concernant le fascisme ordinaire et homophobe en Allemagne des années soixante. Puis à 14 h 30, sur Ilarie Voronca, grand poète roumain mort en 1946. Invité : Christophe Dauphin, biographe.

Trous noirs (16 h 00) L'État cubain est-il soluble dans le libéralisme ? Les anarchistes de l'île proposent des alternatives autogestionnaires. Avec Karel, un compagnon cubain, et Daniel Pinos.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme.

Mardi 12 avril

Artracaille (11 h 00) La condition de l'artiste dans la cité.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme.

Un peu d'air frais (16 h 00) Réalisations sonores (reportages, documentaires, etc.) à vocation sociale ou politique.

Des oreilles avec des trous (dedans) (17 h 00) Des fusiques molles pour fous les tous.

Idéaux et débats (18 h 00) Littérature.

Radio Libertaria (20 h 30) L'éducation : actualités militantes.

Ça booste sous les pavés (22 h 30) Scène culturelle alternative.

For a Few Sixties More (00 h 30) Musique jamaïcaine des années soixante.

Mercredi 13 avril

L'Entonnoir (09 h 30) Antipsychiatrie.

Blues en liberté (10 h 30) Texas Alexander. Le père du Texas blues.

Sans toit ni loi (12 h 00) Émission sur les mal-logés et la précarité

Femmes libres (18 h 30) Avec Christine Fauré, pour la *Nouvelle encyclopédie politique et historique des femmes* (Les Belles Lettres).

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Tournée nationale de l'Anarchist Black Cross de Minsk

Face à la répression féroce dont sont victimes les anarchistes en Biélorussie, une tournée de rencontres avec des membres de l'Anarchist Black Cross de Minsk est organisé en Europe pour informer sur la situation et organiser la solidarité internationale.

L'Arnarchist Black Cross de Minsk (Biélorussie) est un groupe de soutien aux personnes emprisonnées pour leurs idées et activités politiques. À ce jour, quatre personnes sont encore sous les verrous, suspectés d'avoir pris part à des actions directes de septembre 2009 à septembre 2010. Dans un contexte (la Biélorussie est un État autocratique dictatoriale) répressif où l'opinion publique n'a pas lieu d'exister, le mois de septembre dernier a vu croître une campagne d'exactions offensives et massives contre les activistes sur le territoire biélorusse. La période d'investigation se termine au mois d'avril, le but de l'enquête est de faire plonger les emprisonnés pour plusieurs années. Avoir des idées politiques en Biélorussie est toujours reconnu comme un crime.

Cette brochure a été produite comme support à cette tournée. Elle tente, en compilant des textes sur la répression, sur les actions de solidarité, sur le mouvement anarchiste biélorusse, et des interviews, de donner un état des lieux sur la situation de nos camarades.

Les autres dates de la tournée (détail dans la brochure) :

29 mars – CCL (Lille)
1er avril – Publico (Paris)
2 avril – Tanneries (Dijon)
3 avril – La Plume noire (Lyon)
4 avril – La Plage (Saint-Étienne)
6 avril – Lokal autogéré (Grenoble)
8 avril – Le Seul problème (Marseille)
10 avril – Espace noir (Saint-Imier, Suisse)
12 avril – l'Autodidacte (Besançon)

Vendredi 8 avril

Troyes (10)

20 h 30. Conférence-débat de l'UP3 : La pédagogie libertaire avec Agnès Pavlowsky et Isabelle Aubel. Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission. Entrée libre. Contact : up.troyes@orange.fr

Marseille (13)

20 heures. L'ABC Marseille (Anarchist Black Cross) reçoit l'ABC Minsk. Rencontre avec des anarchistes biélorusses. Au Seul Problème, 46, rue Consolat.

Paris XIe

18 heures. Vernissage de l'exposition des tableaux politiques de Marcie-Claire Calmus. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M° Oberkampf ou République.

Samedi 9 avril

Paris XVIIIe

15 h 30. Rencontre/débat autour du thème : Enfance et politique, présentation d'archives sonores et écrites rares par Annie et Georges Bellot du mouvement Icem-Pédagogie Freinet. Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Tél : 01 42 23 32 18. Web : bibliotheque-larue.over-blog.com.

Mardi 12 avril

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : La Commune de Paris. Première rencontre/débat : *La Commune de Paris* de Cécile Clairval, film documentaire de 1971, durée 76 mn. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 15 avril

Paris XIVe

20 h 30. Bruno Daraquy dans un spectacle hommage à Gaston Couté dont la mort remonte à cent ans, avec ses amis Danielle Santamaria et Georges Solovieff accompagnés à l'accordéon par Ludovic Rio. Au Moulin à café, 8, rue Sainte-Léonie. M° Pernety. Entrée libre (chapeau), restauration possible avant le spectacle. Réservation 01 40 44 87 55.

Samedi 16 avril

Lyon (69)

15 heures. « L'anarchisme en question », conférence/débat organisé par le Cedrats (Centre de documentation et de recherches sur les alternatives sociales) avec Philippe Pelletier, auteur de *Anarchisme, idées reçues* (éditions du Cavalier bleu). 27, montée Saint-Sébastien. M° Croix-Paquet.

Jeudi 28 avril

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Rencontre-débat avec Dominique Manotti à la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste. Cette auteure qui marie si bien actualité et polars sort en 2011 Doa, *L'honorable société* chez Gallimard. Du polar social comme on l'aime. Table de presse. Apéro dînatoire. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements : 03 23 80 17 09. Mail : kropotkine02@no-log.org

Vendredi 29 avril

Paris XVIIIe

20 heures. Soirée zapatiste en soutien au Comité de soutien aux peuples du Chiapas en lutte : projection du film *Viva Zapata !* d'Elia Kazan et état des lieux des luttes zapatistes. Organisé par le groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste. À la Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. M° Blanche ou Abbesses. 2 euros (l'intégralité des fonds est reversé au CSPCL).

Vendredi 6 mai

Paris XVIIIe

19 h 30. Notre compagnon (et plume assidue du *Monde libertaire*), Mohamed viendra animer un débat au local du groupe Louise-Michel à propos des événements récents et à venir de l'autre côté de la Méditerranée : Tunisie, Algérie, Maroc, Libye, Égypte et pourquoi pas Moyen-Orient… 10, rue Robert-Planquette. M° Blanche ou Abbesses. Entrée libre et gratuite.

89.4 radio libertaire

samedi
9 avril

les rencontres

Avec les animateurs :

LUNDI MATIN
infos et revue de presse
avec Laurent, Sylvie et Nicolas
[émission du lundi de 11h à 13h]

ZONES D'ATTRACTION
philosophie, Witz,
performances
avec Charlotte Hess
et Valentin Schaepelynck
[émission du vendredi de 11h30 à 13h]

L'ENTONNOIR
antipsychiatrie
avec Denis et Gaelle
[émission du mercredi
de 9h30 à 10h30]

NUIT GAINSBOURG
avec Jean-Gabriel Le Nouvel
et Nathalie McGrath
[émission unique le 2 mars 2011]
CD offerts d'inédits Gainsbourg

TEMPETE SUR LES PLANCHES
actualité du théâtre et de la danse
avec Thomas
[émission du dimanche de 14h à 15h30]

des animateurs

Venez les rencontrer à Publico 145 rue amelot 75011 paris à partir de 16h30